



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données



Canada 

Septembre 2004

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale

Recueil de données**

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Septembre 2004

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Septembre 2004

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de l'analyse du revenu agricole et des programmes
Direction de la recherche et de l'analyse
Agriculture et Agroalimentaire Canada
930, avenue Carling
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5
Tél. : (613) 759-7380
Télec. : (613) 759-6556
Courriel : girardl@agr.gc.ca

La version électronique de cette publication est disponible sur l'Internet à: <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/pubsf.html>.

Publication n° 37784181/B
ISSN n° 1482-9770
Catalogue n° A21-44/2004

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
RÉSUMÉ	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie sur le revenu agricole	15
SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	17
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	31
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	33
Méthodologie des dépenses publiques	53
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	59
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	71

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1995-2003	7
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1998-2003	10
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2000-2002	12
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2000-2002	13
Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2001	14

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1994-2003	20
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1990-2004	21
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1997-1998 à 2002-2003	22
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1996-1997 à 2003-2004	23
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1999, 2001 et 2002	24
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2003 et 2004	29
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2003 et 2004	29
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 1999-2003	30

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1996-1997 à 2003-2004	37
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004	39
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004	45
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004	49
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004	51

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2001 à 2003	62
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	63
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	63
Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	64
Tableau D.5 : Estimation du soutien total pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	64
Tableau D.6 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP en pourcentage) par produit et pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	65
Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	66
Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003	68

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)	9
Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)	9

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1999-2003	20
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2003	21
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, au 31 mars 2003	22
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2003-2004	23
Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1992-2004	28

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1996-1997 à 2003-2004	37
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	38
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire	50

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Graphique D.1 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et pour certains pays de l'OCDE, 2003	65
Graphique D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2003	67
Graphique D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2003	69

ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international	LSPA	Loi sur la stabilisation des prix agricoles
ACRA	Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole	LSTMRA	Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique
CCB	Commission canadienne du blé	LTGO	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
CNS	Coefficient nominal de soutien	LTTMPM	Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LVCPA	Loi sur la vente coopérative des produits agricoles
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	MSAA	Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
EST	Estimation du soutien total	PCRA	Programme canadien du revenu agricole
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PDF	Programme de données fiscales
FAC	Financement agricole Canada	PIB	Produit intérieur brut
GREPA	Groupe de recherche en économie et politique agricoles	PNTS	Programme national tripartite de stabilisation
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	PPTGO	Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest
LPAGP	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	RARB	Régime d'assurance du revenu brut
LPAR	Loi sur les paiements anticipés des récoltes	SEE	Société pour l'expansion des exportations
LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole	VPA	Valeur de production ajustée
LSGO	Loi sur la stabilisation concernant le grain de l'Ouest		

SIGNES CONVENTIONNELS

- .. nombres indisponibles
- ... nombres n'ayant pas lieu de figurer
- x confidentiel

INTRODUCTION

Le but du présent recueil de données est de faciliter l'accès aux principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole, de même qu'à l'information sur l'aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire. Les renseignements sont préparés en collaboration avec les ministères provinciaux de l'agriculture. D'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des fonctionnaires d'autres ministères provinciaux et fédéraux ont également participé à sa préparation.

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section.

La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers. La prochaine édition sera publiée en mars 2005 et sera également accessible à partir du site Web du Ministère.

PERSONNES-RESSOURCES

Situation financière des exploitations agricoles

Gordon Andrusiak

Tél. : 613-759-7286

Internet : andrusg@agr.gc.ca

Revenu agricole—Niveau de la ferme

Robert Koroluk

Tél. : 613-759-1889

Internet : korolur@agr.gc.ca

Revenu des familles agricoles

Dave Culver

Tél. : 613-759-1894

Internet : culverd@agr.gc.ca

Revenu agricole— Niveau agrégé

Rodney Myer

Tél. : 613-759-7409

Internet : myerrod@agr.gc.ca

Dépenses publiques

Steve Baril

Tél. : 613-759-1984

Internet : barils@agr.gc.ca

Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél. : 613-759-7114

Internet : tangual@agr.gc.ca

RÉSUMÉ

- En 2003, la dette agricole au Canada a augmenté de 7,2 p. 100, après une hausse de 8,4 p. 100 en 2002. Dans l'Est du pays, la dette agricole du Nouveau-Brunswick s'est accrue de 16,5 p. 100 tandis que celle de Terre-Neuve-et-Labrador a fléchi. La plus forte hausse de la dette agricole enregistrée en 2003 dans l'Ouest du pays est celle du Manitoba, avec un taux de 12,2 p. 100.

- En 2003, le nombre de faillites agricoles a augmenté de plus de 12 p. 100, pour un total de 222.

- Financement agricole Canada signale que pour l'exercice 2002-2003, le nombre de prêts en cours s'est apprécié de 2 554 par rapport à l'exercice antérieur, ce qui constitue la plus forte hausse constatée depuis l'exercice 1997-1998. Le nombre de nouveaux prêts approuvés n'a cessé de diminuer jusqu'en 2000-2001, mais il s'est accru de 6 854 en 2002-2003, alors qu'il avait connu une hausse de 4 553 à l'exercice 2001-2002.

- En 2003-2004, l'aide fédérale devrait croître de 79 p. 100 en 2003-2004 pour atteindre 6,1 milliards de dollars, un sommet au cours des 12 dernières années. L'augmentation prévue des dépenses fédérales dans le secteur agroalimentaire devrait avoir une incidence favorable sur toutes les provinces canadiennes en 2003-2004. Les dépenses de programmes sont à l'origine de cette hausse puisqu'elles augmenteraient de 93,0 p. 100 pour atteindre 4,81 milliards de dollars. L'aide accordée en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA), tel que l'aide versée dans le cadre du Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) et du Programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), devrait représenter la plus large part de l'augmentation globale des dépenses. En vertu du

CSA, les dépenses reliées à l'inspection des aliments devraient être cinq fois supérieures pour atteindre 67 millions de dollars.

- À la lumière des renseignements préliminaires, les dépenses provinciales devraient connaître une hausse de 18,4 p. 100 en 2003-2004 pour atteindre 3,22 milliards de dollars. L'augmentation des dépenses de programmes, particulièrement celles dans la catégorie aide spéciale et réduction des coûts, suite aux mesures prises en réponse à la crise de l'ESB, explique principalement la hausse prévue. Toutes les provinces canadiennes prévoient un accroissement de leurs dépenses. Les dépenses de programmes devraient représenter 57 p. 100 des dépenses agro-alimentaires en 2003-2004.

- En 2003, selon le document de l'OCDE intitulé "Politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama - Édition 2004", globalement au Canada, les transferts des contribuables et des consommateurs liés aux politiques agricoles, calculés sur la base de l'estimation du soutien total (EST), étaient évalués à 10,45 milliards de dollars, soit 0,9 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). Ainsi, le soutien total de l'agriculture au Canada, exprimé en pourcentage du PIB, représentait les trois quarts de la moyenne de l'OCDE.

- D'après les estimations de l'OCDE, les transferts aux producteurs canadiens ont augmenté de 716 million de dollars faisant passer l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), exprimé en pourcentage de la valeur de production, de 20 à 21 p. 100. Cette augmentation des transferts s'explique par l'instauration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole et du Programme de redressement lié à l'encéphalopathie spongiforme bovine, et ce malgré une diminution importante des paiements d'assurance-récolte.

SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1995-2003

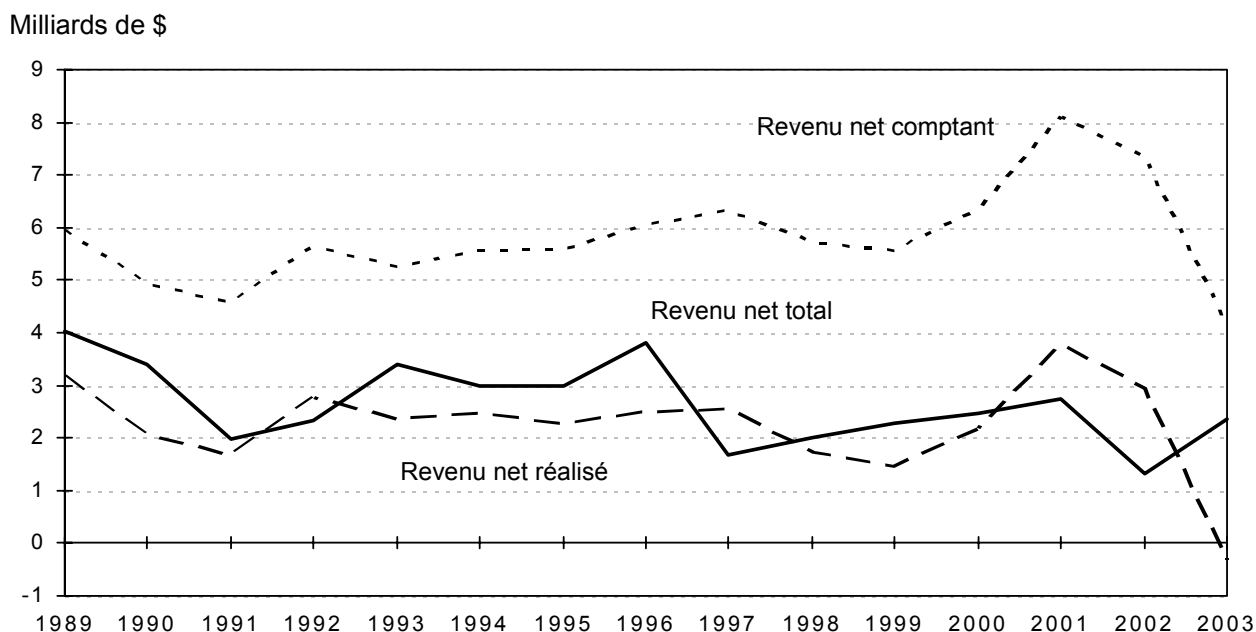
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
1995	13	180	105	115	1 008	2 839	1 427	4 085	2 625	716	13 114
1996	14	164	116	122	1 121	2 882	1 619	4 238	2 975	767	14 016
1997	14	157	118	132	1 175	2 984	1 694	4 439	2 641	749	14 103
1998	13	203	121	166	1 182	3 134	1 629	4 081	2 504	790	13 822
1999	14	224	138	186	1 263	3 158	1 401	3 665	2 331	837	13 218
2000	15	186	139	168	1 257	3 356	1 313	3 375	2 344	910	13 062
2001	16	152	122	191	1 272	3 236	1 519	3 786	2 291	992	13 576
2002	17	221	133	220	1 408	3 598	1 915	3 755	2 225	1 053	14 545
2003	17	220	144	192	1 454	3 607	1 684	2 719	1 851	1 167	13 055
Recettes du bétail											
1995	50	106	230	163	2 834	3 365	956	989	3 166	844	12 704
1996	56	116	251	175	3 152	3 660	1 114	1 024	3 402	906	13 857
1997	56	118	249	178	3 315	3 732	1 200	1 220	3 603	956	14 627
1998	59	110	241	180	3 050	3 646	1 217	1 235	3 713	991	14 443
1999	61	107	240	186	3 184	3 695	1 291	1 400	3 971	1 028	15 163
2000	59	120	263	196	3 624	4 094	1 551	1 571	4 511	1 100	17 090
2001	63	126	281	215	3 857	4 522	1 796	1 691	5 266	1 171	18 987
2002	62	119	262	197	3 636	4 271	1 721	1 726	5 120	1 129	18 244
2003	64	112	256	193	3 664	4 152	1 554	1 348	3 786	1 085	16 213
Recettes totales du marché											
1995	63	287	335	278	3 842	6 204	2 383	5 074	5 792	1 560	25 818
1996	70	281	367	297	4 273	6 542	2 732	5 262	6 376	1 674	27 874
1997	70	275	367	310	4 490	6 716	2 894	5 659	6 244	1 705	28 730
1998	73	313	362	345	4 231	6 779	2 846	5 316	6 217	1 780	28 265
1999	74	331	379	372	4 447	6 853	2 692	5 065	6 303	1 865	28 381
2000	74	306	402	363	4 881	7 450	2 863	4 946	6 855	2 010	30 152
2001	78	278	403	406	5 129	7 758	3 315	5 476	7 557	2 163	32 563
2002	79	340	396	416	5 044	7 869	3 636	5 481	7 345	2 183	32 788
2003	81	332	400	385	5 118	7 758	3 238	4 067	5 637	2 252	29 267
Paiements des programmes											
1995	3	27	7	12	511	111	120	312	177	25	1 305
1996	7	13	13	18	419	144	56	349	152	32	1 202
1997	6	8	9	11	281	137	142	264	218	34	1 109
1998	0	11	14	6	593	201	92	235	235	34	1 422
1999	0	19	15	6	653	333	216	476	218	41	1 976
2000	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
2001	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	17	12	863	585	308	1 623	1 362	60	4 855
Recettes monétaires totales											
1995	66	313	341	290	4 353	6 315	2 503	5 386	5 969	1 586	27 123
1996	77	293	380	315	4 692	6 686	2 788	5 611	6 528	1 706	29 075
1997	76	283	376	321	4 771	6 853	3 036	5 923	6 462	1 739	29 839
1998	73	324	377	351	4 824	6 980	2 938	5 552	6 452	1 814	29 686
1999	75	350	393	378	5 100	7 186	2 908	5 540	6 521	1 906	30 357
2000	75	323	414	369	5 422	7 872	3 151	5 723	7 563	2 048	32 961
2001	79	337	421	412	5 753	8 535	3 697	6 496	8 376	2 223	36 329
2002	80	364	407	424	5 512	8 492	3 855	6 485	8 384	2 214	36 217
2003	82	354	417	397	5 981	8 344	3 546	5 690	6 999	2 312	34 122

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, mai 2004*.

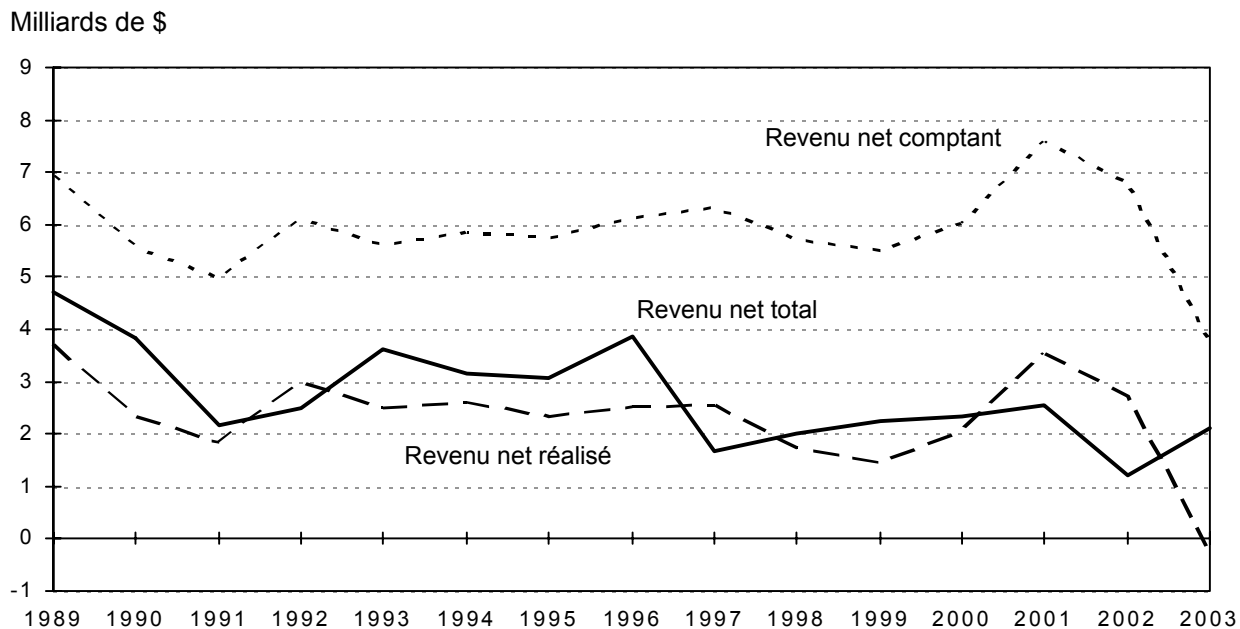
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1995-2003 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'expl. nettes											
1995	60	241	284	247	3 382	5 304	2 096	3 886	4 649	1 387	21 535
1996	64	248	298	262	3 640	5 555	2 263	4 377	4 876	1 440	23 021
1997	61	252	309	281	3 662	5 708	2 346	4 314	5 132	1 455	23 520
1998	64	259	305	289	3 740	5 849	2 381	4 289	5 285	1 519	23 980
1999	64	271	312	297	3 902	5 999	2 376	4 277	5 722	1 566	24 787
2000	67	282	330	320	4 228	6 402	2 563	4 573	6 157	1 680	26 603
2001	71	292	351	340	4 470	6 966	2 790	4 748	6 442	1 770	28 240
2002	74	312	368	358	4 602	7 233	2 929	4 815	6 308	1 902	28 901
2003	74	325	379	366	4 860	7 340	3 094	5 178	6 424	1 931	29 971
Revenu net comptant											
1995	6	73	57	44	971	1 012	407	1 500	1 320	198	5 588
1996	13	46	82	53	1 052	1 131	525	1 234	1 653	266	6 054
1997	15	31	67	40	1 108	1 145	691	1 609	1 330	283	6 318
1998	10	66	72	62	1 084	1 131	557	1 262	1 168	295	5 707
1999	11	78	81	81	1 198	1 187	532	1 263	799	340	5 570
2000	8	41	85	49	1 194	1 470	587	1 150	1 406	368	6 357
2001	8	45	70	72	1 283	1 570	907	1 748	1 934	453	8 089
2002	6	52	39	66	910	1 259	926	1 669	2 076	312	7 316
2003	8	29	38	31	1 121	1 004	452	512	575	381	4 152
Revenu net réalisé											
1995	3	46	24	18	626	250	95	702	485	29	2 277
1996	10	16	47	24	679	314	192	384	745	79	2 491
1997	11	0	30	10	711	270	344	724	357	81	2 536
1998	5	32	33	32	661	217	189	330	146	85	1 729
1999	7	45	40	47	745	244	152	328	-260	125	1 471
2000	3	5	39	12	702	483	209	239	336	147	2 176
2001	3	9	22	31	758	557	517	814	829	230	3 772
2002	2	18	-9	25	375	179	537	769	971	61	2 928
2003	3	-6	-10	-10	556	-71	34	-390	-549	131	-312
Revenu net total											
1995	3	85	27	23	639	276	126	862	882	63	2 987
1996	10	24	48	33	803	450	489	1 146	759	57	3 819
1997	11	13	24	17	693	277	224	60	297	54	1 670
1998	6	19	34	30	659	234	244	353	306	120	2 006
1999	9	42	36	36	762	231	126	659	238	128	2 268
2000	4	22	37	22	634	302	384	530	375	150	2 461
2001	4	-57	21	27	846	451	451	181	562	249	2 734
2002	1	97	-8	43	395	329	501	20	-147	77	1 308
2003	3	0	-10	-3	681	76	418	553	492	134	2 345

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2004.

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)

Source : Statistique Canada, n° 21-010-XIF, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2004.

Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1998-2003

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
1998											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	1	17	51	40	95	103	8	318
CSRN	0	5	2	1	4	76	30	105	38	9	269
Subventions laitières	0	2	3	2	55	47	4	3	8	8	132
RARB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stabilisation provinciale	0	1	8	0	499	0	0	0	0	0	508
Autres paiements (2)	0	3	0	1	18	26	18	32	86	9	195
Paiements totaux	0	11	14	6	593	201	92	235	235	34	1 422
Rabais sur intrants	0	0	3	0	68	8	0	35	5	0	119
Total	0	11	17	6	661	209	92	270	240	34	1 541
Primes des producteurs	0	1	1	1	127	40	59	171	92	2	493
1999											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	1	9	29	30	118	46	5	240
CSRN	0	6	2	1	5	109	58	188	66	10	445
Subventions laitières	0	1	2	2	43	36	3	2	7	7	104
Aide-désastre au revenu	0	8	2	0	0	78	42	114	81	14	339
Stabilisation provinciale	0	1	7	0	565	0	0	0	0	0	573
Autres paiements (2)	0	0	0	2	32	81	83	54	19	5	276
Paiements totaux	0	19	15	6	653	333	216	476	218	41	1 976
Rabais sur intrants	0	0	3	0	77	8	0	35	4	0	127
Total	0	19	18	6	730	341	216	510	222	41	2 103
Primes des producteurs	0	1	2	1	173	35	43	147	82	2	487
2000											
Assurance-récolte (1)	0	3	0	1	80	72	54	117	116	8	451
CSRN	0	6	2	1	8	110	62	187	72	9	456
Subventions laitières	0	1	2	1	30	26	2	2	4	4	73
Aide-désastre au revenu	0	6	2	1	5	87	45	109	155	11	422
Stabilisation provinciale	0	1	1	0	410	0	0	0	0	0	411
Autres paiements (2)	0	0	6	0	8	128	124	363	360	5	995
Paiements totaux	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	6	0	36	9	0	131
Total	0	17	12	6	621	428	287	812	716	39	2 939
Primes des producteurs	0	1	1	0	180	32	46	135	63	2	460

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, mai 2004*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1998-2003 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2001											
Assurance-récolte (1)	0	7	1	1	75	219	86	297	222	10	918
CSRN	0	7	3	2	8	122	59	167	66	8	442
Subventions laitières	0	1	1	1	17	15	1	1	3	3	42
Aide-désastre au revenu	0	6	4	3	5	109	118	237	129	16	627
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	516	0	0	0	0	0	516
Autres paiements (2)	0	37	9	0	2	313	118	319	400	23	1 222
Paiements totaux	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
Rabais sur intrants	0	0	0	0	87	5	0	66	19	0	177
Total	1	59	18	7	711	782	382	1 086	838	60	3 943
Primes des producteurs	0	1	0	0	157	35	47	148	82	3	474
2002											
Assurance-récolte (1)	0	6	0	1	42	219	77	580	477	5	1 407
CSRN	0	9	6	4	11	170	78	216	110	12	616
Subventions laitières	0	0	0	0	4	3	0	0	1	0	9
Aide-désastre au revenu	0	9	2	1	6	58	46	138	114	11	387
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	395	0	0	0	0	0	396
Autres paiements (2)	1	0	2	2	10	174	18	69	336	2	615
Paiements totaux	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	13	0	17	11	0	120
Total	1	24	11	8	547	636	219	1 021	1 050	31	3 549
Primes des producteurs	0	2	0	0	82	49	52	176	123	3	488
2003											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	1	35	119	86	939	519	4	1 706
CSRN	0	7	8	6	15	191	87	246	148	16	723
Subventions laitières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide-désastre au revenu	0	6	1	1	4	40	27	141	204	17	440
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	711	0	0	0	0	0	711
Autres paiements (2)	0	8	7	5	98	236	109	297	492	23	1 275
Paiements totaux	1	23	17	12	863	585	308	1 623	1 362	60	4 855
Rabais sur intrants	0	0	0	0	80	6	0	1	10	0	97
Total	1	23	17	12	944	591	308	1 624	1 372	60	4 953
Primes des producteurs	0	2	0	0	206	57	65	221	168	3	723

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2004.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2000-2002

Province	2000	2001	2002	02/01
	- Dollars par ferme -			
Terre-Neuve				
Revenus d'exploitation	266 013	294 773	322 771	9 %
Dépenses d'exploitation	242 250	273 453	309 648	13 %
Bénéfice net d'exploitation	23 762	21 320	13 123	-38 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	260 523	262 990	275 372	5 %
Dépenses d'exploitation	223 343	228 066	245 961	8 %
Bénéfice net d'exploitation	37 180	36 450	31 084	-15 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	194 419	208 134	219 701	6 %
Dépenses d'exploitation	163 206	177 827	191 251	8 %
Bénéfice net d'exploitation	31 214	30 307	28 449	-6 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	226 582	262 399	280 226	7 %
Dépenses d'exploitation	195 577	220 618	231 847	5 %
Bénéfice net d'exploitation	31 005	41 781	48 379	16 %
Québec				
Revenus d'exploitation	236 501	245 732	251 368	2 %
Dépenses d'exploitation	198 550	206 604	215 421	4 %
Bénéfice net d'exploitation	38 856	39 462	36 646	-7 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	198 539	208 748	216 352	4 %
Dépenses d'exploitation	172 339	183 579	188 660	3 %
Bénéfice net d'exploitation	26 668	25 592	27 812	9 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	173 137	197 469	212 784	8 %
Dépenses d'exploitation	149 356	165 000	177 726	8 %
Bénéfice net d'exploitation	24 131	32 820	35 671	9 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	113 530	123 249	127 625	4 %
Dépenses d'exploitation	94 155	97 332	101 250	4 %
Bénéfice net d'exploitation	19 761	26 368	26 600	1 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	204 663	213 774	224 003	5 %
Dépenses d'exploitation	180 039	185 035	193 135	4 %
Bénéfice net d'exploitation	25 055	28 858	31 267	8 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	230 081	224 703	240 747	7 %
Dépenses d'exploitation	202 699	204 282	216 497	6 %
Bénéfice net d'exploitation	27 577	20 810	24 977	20 %
Canada				
Revenus d'exploitation	182 747	193 329	202 654	5 %
Dépenses d'exploitation	157 258	164 730	172 760	5 %
Bénéfice net d'exploitation	25 962	28 998	30 250	4 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Points d'importance

- La croissance des revenus d'exploitation moyens enregistrée par les exploitations agricoles en 2002 a contrebalancé l'augmentation des dépenses d'exploitation, entraînant une hausse de 4 p. 100 du bénéfice d'exploitation net par rapport à l'année précédente.
- Le Nouveau-Brunswick a connu une hausse de 7 p. 100 des revenus d'exploitation par rapport à l'année

précédente, essentiellement en raison d'une forte augmentation des rentrées de fonds pour les exploitations de pommes de terre. De nouveau en 2002, la province a enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé de toutes les provinces, soit 48 379 \$.

- Le Québec et le Manitoba ont également eu un bénéfice net d'exploitation moyen supérieur à la moyenne nationale, soit 36 646 \$ et 35 671 \$, respectivement.

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2000-2002

Type de ferme	2000	2001	2002	02/01
	- Dollars par ferme -			
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	264 850	286 049	299 244	5 %
Dépenses d'exploitation	197 518	216 758	229 245	6 %
Bénéfice net d'exploitation	67 332	69 291	69 999	1 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	165 843	173 753	181 816	5 %
Dépenses d'exploitation	154 575	158 825	166 989	5 %
Bénéfice net d'exploitation	11 268	14 928	14 827	-1 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	628 590	718 761	720 330	0 %
Dépenses d'exploitation	552 150	622 608	666 444	7 %
Bénéfice net d'exploitation	76 441	96 153	53 886	-44 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	610 370	733 133	722 630	-1 %
Dépenses d'exploitation	535 723	652 817	641 468	-2 %
Bénéfice net d'exploitation	74 647	80 316	81 163	1 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	115 557	123 614	131 891	7 %
Dépenses d'exploitation	93 024	95 375	100 338	5 %
Bénéfice net d'exploitation	22 533	28 239	31 553	12 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	542 328	542 408	620 995	14 %
Dépenses d'exploitation	457 197	453 513	501 150	11 %
Bénéfice net d'exploitation	85 131	88 895	119 845	35 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	129 472	135 017	142 574	6 %
Dépenses d'exploitation	115 656	120 499	124 016	3 %
Bénéfice net d'exploitation	13 816	14 518	18 558	28 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	258 435	263 605	292 599	11 %
Dépenses d'exploitation	221 064	223 918	248 236	11 %
Bénéfice net d'exploitation	37 370	39 687	44 363	12 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	673 436	632 348	683 518	8 %
Dépenses d'exploitation	594 025	589 607	615 728	4 %
Bénéfice net d'exploitation	79 411	42 740	67 791	59 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	182 747	193 329	202 654	5 %
Dépenses d'exploitation	156 785	164 331	172 405	5 %
Bénéfice net d'exploitation	25 962	28 998	30 250	4 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Points d'importance

- De tous les types d'exploitations agricoles, les exploitations de pommes de terre ont enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé, soit 119 845 \$. Viennent ensuite les exploitations avicoles et laitières, avec respectivement 81 163 \$ et 69 999 \$.
- Les serres et les pépinières ont enregistré un bénéfice net d'exploitation de 67 791 \$ en 2002 après une forte

hausse de 59 p. 100, ce qui place ces exploitations au quatrième rang des exploitations agricoles.

- En fait, à l'exception des exploitations porcines, toutes les exploitations agricoles ont connu une hausse du bénéfice net d'exploitation en 2002. Les résultats à la baisse des exploitations porcines s'expliquent essentiellement par la faiblesse des prix pour les porcs et la hausse du prix des céréales fourragères.

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2001

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme	Revenus de placement	Revenus de pensions et autres revenus hors-ferme	Total des revenus hors-ferme	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total						
Toutes les fermes								
Moins de 10 000 \$	5 970	4,0	10 440	2 132	7 151	19 723	-48 330	-28 202
10 000 \$ - 19 999 \$	6 360	4,3	8 389	1 798	8 449	18 637	-3 135	15 621
20 000 \$ - 29 999 \$	12 240	8,2	9 330	2 177	10 893	22 400	3 098	25 453
30 000 \$ - 39 999 \$	15 540	10,5	13 505	2 499	11 652	27 656	7 496	35 036
40 000 \$ - 49 999 \$	17 620	11,9	19 568	3 068	11 577	34 213	11 320	45 405
50 000 \$ - 99 999 \$	60 450	40,7	35 286	4 270	11 145	50 701	22 533	72 977
100 000 \$ +	30 370	20,4	78 793	12 444	13 784	105 021	52 544	157 981
TOTAL	148 560	100	35 748	5 249	11 492	52 489	20 372	72 674
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)								
Moins de 10 000 \$	2 490	3,7	7 563	1 571	6 934	16 068	-26 229	-10 372
10 000 \$ - 19 999 \$	4 070	6,0	7 504	1 679	8 874	18 058	-2 394	15 682
20 000 \$ - 29 999 \$	7 980	11,7	9 137	2 454	12 748	24 339	1 096	25 441
30 000 \$ - 39 999 \$	9 330	13,7	14 964	2 908	13 750	31 622	3 246	34 900
40 000 \$ - 49 999 \$	9 560	14,1	23 696	3 785	14 241	41 722	3 346	45 088
50 000 \$ - 99 999 \$	24 460	36,0	48 884	5 500	13 521	67 905	3 291	71 181
100 000 \$ +	10 070	14,8	118 106	15 058	15 423	148 587	2 201	150 767
TOTAL	67 970	100	42 273	5 588	13 325	61 186	1 443	62 628
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)								
Moins de 10 000 \$	1 230	4,3	10 214	1 944	7 199	19 357	-42 229	-23 902
10 000 \$ - 19 999 \$	1 210	4,3	9 793	1 356	7 533	18 682	-2 920	16 027
20 000 \$ - 29 999 \$	2 280	8,0	9 699	1 615	7 889	19 203	6 263	25 356
30 000 \$ - 39 999 \$	3 290	11,6	11 967	1 836	9 333	23 135	11 461	34 596
40 000 \$ - 49 999 \$	3 840	13,5	17 469	2 479	9 368	29 316	15 852	45 251
50 000 \$ - 99 999 \$	12 500	43,9	36 002	4 758	11 290	52 050	19 688	71 990
100 000 \$ +	4 140	14,5	104 880	16 055	13 786	134 721	17 807	152 484
TOTAL	28 470	100	36 408	5 238	10 560	52 206	13 295	65 538
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)								
Moins de 10 000 \$	2 250	4,3	13 742	2 856	7 365	23 963	-77 720	-50 302
10 000 \$ - 19 999 \$	1 080	2,1	10 152	2 743	7 873	20 768	-6 428	14 935
20 000 \$ - 29 999 \$	1 970	3,8	9 687	1 703	6 865	18 256	8 077	25 636
30 000 \$ - 39 999 \$	2 930	5,6	10 584	1 939	7 567	20 090	17 941	35 888
40 000 \$ - 49 999 \$	4 220	8,1	12 130	1 982	7 554	21 666	26 372	46 226
50 000 \$ - 99 999 \$	23 490	45,1	20 745	2 729	8 593	32 066	44 709	75 367
100 000 \$ +	16 170	31,0	47 645	9 893	12 762	70 300	91 631	163 858
TOTAL	52 120	100	26 879	4 814	9 611	41 304	49 715	89 683

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Points d'importance

- En 2001, le revenu gagné par une exploitation agricole familiale typique s'établissait à 72 674 \$, dont 28 p. 100 provenaient d'un revenu agricole et 72 p. 100 d'autres sources.
- Un peu plus de 60 p. 100 des fermes familiales canadiennes ont enregistré des revenus de 50 000 \$ ou plus.
- Le pourcentage de familles ayant un revenu inférieur à 10 000 \$ a chuté à 4 p. 100 par rapport à l'année précédente. Toutefois, la perte nette moyenne d'exploitation de ce groupe s'est accrue.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le revenu net comptant (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le revenu net réalisé mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le revenu net total mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris. À cause de sa conception (régime agro-global et individuel) et du fait que les producteurs ne sont pas tenus de retirer les paiements déclenchés du compte, il est très difficile de prévoir les paiements du CSRN.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1997

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1997. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 1997 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance-récolte comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance-récolte et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales et Compte de Stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF/CSRN diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements et les subventions agricoles du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à Statistique sur les revenus agricole et non agricole, de Statistique Canada (n° 21-019 au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : un exemplaire du Programme des données fiscales des personnes exploitant une entreprise agricole non constituée en société et le Fichier T1 sur les familles, qui contient les unités familiales élaborées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistique Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques financières agricoles*, Statistique Canada, n° 21-205 au catalogue.

SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

SOMMAIRE

- En 2003, la dette agricole au Canada a augmenté de 7,2 p. 100, après une hausse de 8,4 p. 100 en 2002. Dans l'Est du pays, la dette agricole du Nouveau-Brunswick s'est accrue de 16,5 p. 100 tandis que celle de Terre-Neuve-et-Labrador a fléchi. La plus forte hausse de la dette agricole enregistrée en 2003 dans l'Ouest du pays est celle du Manitoba, avec un taux de 12,2 p. 100.

- En 2003, le nombre de faillites agricoles a augmenté de plus de 12 p. 100, pour un total de 222.

- Financement agricole Canada signale que pour l'exercice 2002-2003, le nombre de prêts en cours s'est apprécié de 2 554 par rapport à l'exercice antérieur, ce qui constitue la plus forte hausse constatée depuis l'exercice 1997-1998. Le nombre de nouveaux prêts approuvés n'a cessé de diminuer jusqu'en 2000-2001, mais il s'est accru de 6 854 en 2002-2003, alors qu'il avait connu une hausse de 4 553 à l'exercice 2001-2002.

- La valeur des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation

selon la formule coopérative (LPAACFC) a chuté de près de 35 p. 100 par rapport à l'exercice précédent de 2002-2003.

- L'actif moyen et la valeur nette des fermes agricoles au Canada se sont appréciés entre 1999 et 2002.

- Dans tous les marchés évalués, le prix des engrais était plus élevé à l'été 2004 qu'à l'automne 2003. La hausse du prix du gaz naturel et la forte demande en engrais sont à l'origine de la croissance du prix des engrais. Cet été, le prix des engrais demandé en Ontario s'est rapproché des prix demandés aux États-Unis.

Taux d'intérêt hypothécaire de FAC

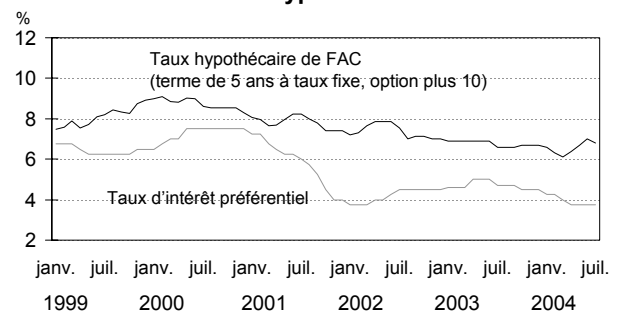
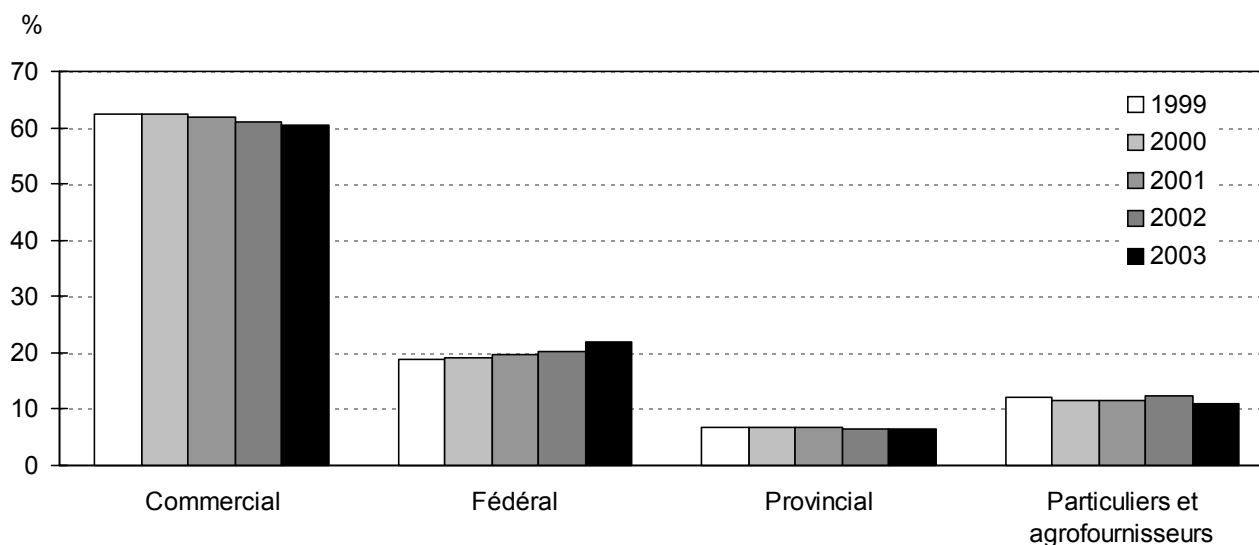


Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1994-2003

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1994	39	285	307	231	4 114	5 160	2 217	4 411	6 399	1 298	24 460
1995	40	311	309	272	4 403	5 457	2 427	4 518	6 633	1 373	25 742
1996	43	333	327	301	4 868	5 967	2 588	4 811	6 894	1 483	27 615
1997	41	377	365	331	5 435	6 866	2 820	5 171	7 611	1 652	30 671
1998	44	420	401	358	6 097	7 635	3 151	5 584	8 219	1 859	33 768
1999	49	443	422	383	6 845	8 206	3 510	5 810	8 685	2 073	36 425
2000	47	472	465	427	7 611	9 097	3 715	5 962	9 128	2 156	39 078
2001	54	508	491	472	8 133	9 692	3 948	6 061	9 485	2 217	41 060
2002	67	551	549	520	9 285	11 104	4 249	6 070	9 775	2 327	44 497
2003	66	610	597	606	9 741	11 693	4 769	6 661	10 493	2 446	47 682

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1999-2003

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Points d'importance

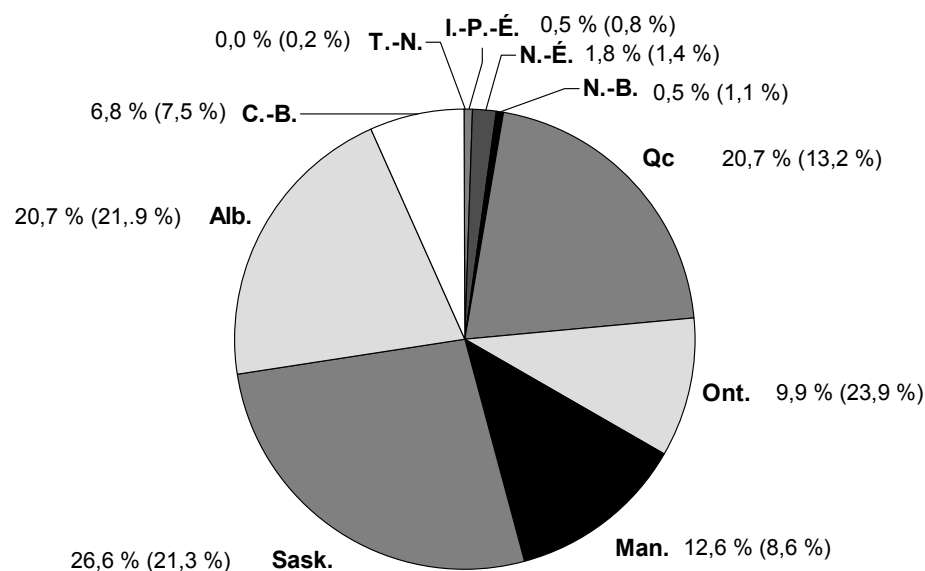
- En 2003, la dette agricole globale a augmenté d'un peu plus de 7 p. 100 par rapport à l'année précédente, ce qui s'inscrit dans la tendance de la hausse moyenne sur douze mois (7,15 p. 100) notée depuis 1998.
- Les prêteurs commerciaux, y compris les banques, les caisses de crédit et d'autres institutions financières détiennent toujours plus de 60 p. 100 de la dette agricole.
- En 2003, la part provinciale de la dette agricole est demeurée stable, mais celle du gouvernement fédéral a augmenté de près de deux points, pour passer à 22 p. 100. La part de la dette agricole détenue par le gouvernement fédéral comprend des programmes de paiements anticipés qui aident les agriculteurs à contracter un emprunt auprès d'un prêteur commercial.
- En 2003, la part de la dette agricole détenue par des particuliers et des agrofournisseurs privés est demeurée stable, soit 11 p. 100.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1990-2004

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1990	2	5	4	7	73	32	15	189	62	18	0	407
1991	0	3	3	7	82	15	21	224	71	15	0	441
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197
2003	0	1	4	1	46	22	28	59	46	15	0	222
2003*	0	0	1	0	18	8	11	23	11	4	0	76
2004*	0	1	0	2	6	5	10	14	11	1	0	50

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

* 1^{er} janvier au 30 avril.**Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2003**

Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2001.

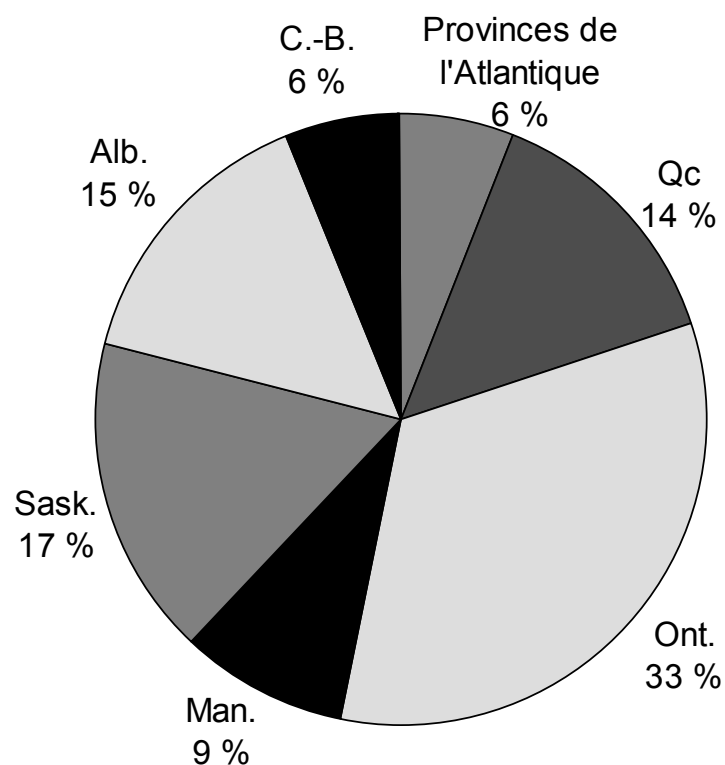
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2001, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2001.

**Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC),
1997-1998 à 2002-2003**

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Nombre total de prêts	69 846	72 311	73 686	75 202	75 888	78 442
Montant total des prêts (en millions de \$)	5 319	5 843	6 304	6 908	7 716	8 813
Nombre de prêts approuvés	15 488	14 880	14 201	13 289	17 842	24 396
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	1 525	1 617	1 612	1 753	2 446	3 138
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	98 473	108 700	113 500	131 875	137 097	128 640

Source : Financement agricole Canada (autrefois Société du crédit agricole).

**Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC,
au 31 mars 2003**



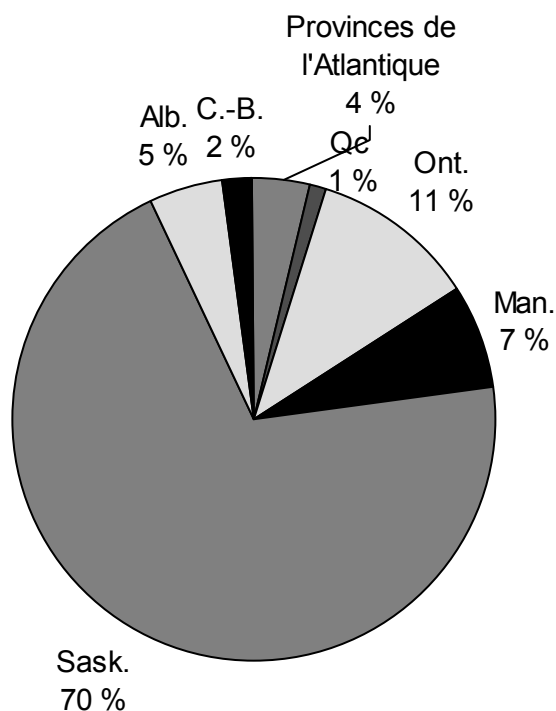
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)*, 1996-1997 à 2003-2004

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	16 250	15 946	8 641	7 628	6 304	5 659	4 722	3 155
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	488 759	516 885	259 174	215 998	189 087	178 732	160 425	105 601
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	30 078	32 415	29 994	28 316	29 995	31 584	33 974	33 471

Source : Pour 1996-1997 à 2002-2003, rapports de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et pour 2003-2004, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2003-2004



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1999, 2001 et 2002

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 1999	1 601 066	684 810	1 336 573	1 770 412	749 102	1 685 917	802 639	896 013
- 2001	1 982 297	805 174	1 642 247	2 192 178	855 723	1 920 845	900 800	1 038 917
- 2002	2 119 152	807 753	1 619 940	2 405 028	925 904	1 912 010	993 447	1 091 658
Passif agricole								
- 1999	315 615	100 324	412 059	357 735	152 291	441 039	134 812	163 112
- 2001	433 651	124 564	489 773	423 039	177 602	519 282	149 949	195 044
- 2002	482 205	132 045	534 579	452 083	181 828	535 118	160 166	209 563
Avoir net								
- 1999	1 285 451	584 486	924 514	1 412 677	596 810	1 244 879	667 827	732 901
- 2001	1 548 647	680 610	1 152 475	1 769 139	678 122	1 401 563	750 852	843 874
- 2002	1 636 946	675 708	1 085 360	1 952 945	744 075	1 376 892	833 281	882 095
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	67 482	18 526	68 738	79 535	35 433	83 698	25 878	32 468
- 2001	76 382	19 971	108 845	64 607	28 691	83 075	29 317	36 335
- 2002	93 378	18 203	92 960	76 727	27 285	122 919	31 715	37 804

Points d'importance

- Le secteur de la volaille et des oeufs, ainsi que les fermes laitières ont fait état des augmentations de la valeur nette les plus élevées entre 1999 et 2002.
- Les exploitations de pommes de terre possédaient l'investissement net en capital le plus élevé en 2002 avec 122 900 \$, ce qui représente plus de trois fois la moyenne canadienne.
- Malgré une baisse d'investissement net en capital par rapport au 108 850 \$ déclaré en 2001, les exploitations porcines sont toujours à un niveau élevé avec une moyenne de 93 000 \$ par exploitation en 2002.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
PROVINCES DE L'ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 1999	1 762 399	427 399	728 731	1 420 703	490 400	1 783 760	535 775	937 914
- 2001	1 954 542	483 838	1 042 360	1 610 093	599 942	2 003 794	624 298	1 068 610
- 2002	2 274 215	438 301	875 021	1 524 444	466 742	2 095 776	787 583	1 007 458
Passif agricole								
- 1999	316 477	49 845	262 796	287 742	94 202	504 763	52 133	193 862
- 2001	400 445	66 112	406 717	316 052	123 808	503 075	105 187	227 882
- 2002	427 730	51 106	339 008	320 390	84 127	611 409	161 192	217 534
Avoir net								
- 1999	1 445 923	377 553	465 935	1 132 961	396 197	1 278 997	483 643	744 051
- 2001	1 554 097	417 726	635 642	1 294 040	476 134	1 500 718	519 111	840 728
- 2002	1 846 484	387 194	536 014	1 204 054	382 616	1 484 367	626 391	789 923
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	64 837	6 037	29 629	50 350	23 466	99 881	-3 659	37 146
- 2001	58 081	13 069	56 318	71 586	21 530	83 378	10 171	37 775
- 2002	79 069	1 638	44 963	61 173	16 768	115 028	27 840	37 257

Points d'importance

- Dans la région de l'Atlantique, la valeur de l'actif a diminué de 5,7 p. 100 en 2002.
- L'Atlantique était la seule région à démontrer une diminution de sa valeur nette entre 2001 et 2002.
- L'investissement net en capital de la région est le même depuis 2001.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1999, 2001 et 2002 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 1999	1 346 662	396 398	1 096 962	1 923 507	617 185	769 037	955 442	935 528
- 2001	1 657 209	498 733	1 161 878	2 099 658	624 890	941 227	1 102 797	1 071 458
- 2002	1 693 240	517 195	1 227 277	2 171 247	843 065	1 309 206	1 164 813	1 123 020
Passif agricole								
- 1999	297 110	69 241	460 005	388 107	172 504	212 464	209 626	220 798
- 2001	397 416	83 610	479 613	326 605	143 665	290 503	262 788	258 137
- 2002	457 269	114 289	553 577	367 878	246 353	297 175	301 367	302 736
Avoir net								
- 1999	1 049 552	327 157	636 957	1 535 400	444 681	556 573	745 816	714 730
- 2001	1 259 793	415 123	682 265	1 773 053	481 225	650 724	840 009	813 321
- 2002	1 233 971	1 402 306	674 300	1 804 369	596 712	1 012 031	863 452	820 272
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	67 117	3 814	59 469	84 451	26 332	23 370	39 489	42 085
- 2001	75 961	15 820	92 569	72 997	26 544	30 652	32 497	47 299
- 2002	89 910	5 772	74 462	84 990	40 111	107 815	47 871	52 318

Points d'importance

- Au Québec, la valeur de l'actif agricole a augmenté de 4,8 p. 100 depuis 2001.
- Le Québec fait état de l'augmentation de la valeur des dettes la plus élevée, soit une augmentation de 17 p. 100 par rapport aux niveaux de 2001.
- Le Québec possédait l'investissement net en capital le deuxième plus élevé en 2003 avec 52 300 \$.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ONTARIO								
Actif agricole								
- 1999	1 698 327	610 174	1 098 796	1 981 311	808 692	1 824 459	849 200	1 001 592
- 2001	2 093 896	680 930	1 340 784	2 449 284	1 112 139	2 253 638	939 304	1 172 999
- 2002	2 310 357	675 226	1 480 847	2 805 345	1 083 423	1 706 426	996 190	1 215 235
Passif agricole								
- 1999	280 025	69 898	317 248	354 696	135 218	426 275	129 363	162 954
- 2001	388 909	89 989	406 700	480 454	199 442	858 357	146 807	213 366
- 2002	443 365	100 009	513 403	515 614	178 616	459 308	149 141	229 344
Avoir net								
- 1999	1 418 302	540 275	781 548	1 626 615	673 474	1 398 184	719 837	838 638
- 2001	1 704 987	590 941	934 085	1 968 830	912 697	1 395 281	792 497	959 633
- 2002	1 866 992	575 216	967 443	2 289 731	904 807	1 247 117	847 050	985 890
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	61 184	15 021	56 167	94 043	36 863	69 680	26 400	36 360
- 2001	57 482	6 838	63 942	54 339	39 812	104 532	20 709	34 147
- 2002	90 541	16 695	100 837	83 356	20 826	96 455	21 425	41 181

Points d'importance

- Les exploitations agricoles de l'Ontario ont une valeur nette moyenne d'un peu moins de 1 000 000 \$.
- Les fermes laitières et les exploitations de pommes de terre ont une valeur nette moyenne de bien plus de 1 000 000 \$.
- L'investissement net moyen en capital a augmenté de 21 p. 100 en Ontario.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1999, 2001 et 2002 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 1999	1 408 792	509 577	1 705 103	1 301 321	..	2 668 030	796 626	785 354
- 2001	1 917 040	577 568	1 965 092	1 859 125	..	2 730 398	902 967	893 471
- 2002	2 120 932	578 996	2 289 811	1 837 103	..	3 075 221	1 066 429	1 003 570
Passif agricole								
- 1999	258 777	89 462	473 708	262 235	..	796 444	151 248	158 784
- 2001	445 960	98 371	496 653	254 332	..	736 651	181 467	179 999
- 2002	528 152	100 426	585 694	392 518	..	986 382	197 402	198 660
Avoir net								
- 1999	1 150 015	420 115	1 231 395	1 039 085	..	1 871 586	645 378	626 571
- 2001	1 471 080	479 197	1 468 439	1 604 793	..	1 993 747	721 500	713 472
- 2002	1 592 780	478 570	1 704 117	1 444 585	..	2 088 839	869 026	804 910
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	72 971	14 474	70 083	41 721	..	125 418	27 845	29 429
- 2001	104 798	21 401	119 032	92 358	..	162 754	28 567	35 545
- 2002	71 408	9 269	125 168	55 135	..	217 145	42 512	36 595

Points d'importance

- En 2002, le Manitoba rapporte l'augmentation en pourcentage de l'actif la plus élevée avec 12 p. 100.
- L'exploitation de pommes de terre moyenne du Manitoba a un actif tout juste au-dessus de 3 000 000 \$.
- Les exploitations de pommes de terre du Manitoba rapportent une augmentation de 33 p. 100 de l'investissement net.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 1999	1 463 476	578 920	2 165 668	..	..	..	664 108	665 846
- 2001	1 995 301	632 788	4 200 863	..	..	..	775 861	774 325
- 2002	2 348 134	641 131	1 783 536	..	..	..	822 679	793 529
Passif agricole								
- 1999	313 568	91 750	603 120	..	..	..	112 583	113 979
- 2001	785 100	101 784	1 197 718	..	..	..	128 337	137 093
- 2002	563 312	96 833	361 042	..	..	..	131 211	128 181
Avoir net								
- 1999	1 149 908	487 170	1 562 547	..	..	..	551 526	551 867
- 2001	1 210 200	531 004	3 003 145	..	..	..	647 525	637 232
- 2002	1 784 822	544 298	1 422 494	..	..	..	691 468	665 348
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	71 800	22 716	228 379	..	..	..	19 801	22 574
- 2001	239 208	17 243	653 555	..	..	..	30 940	33 674
- 2002	184 996	17 499	91 857	..	..	..	25 147	25 277

Points d'importance

- En Saskatchewan, la valeur du passif par exploitation agricole est la plus basse avec 128 200 \$.
- En 2002, c'est en Saskatchewan que l'on trouve la valeur nette la plus basse avec 665 000 \$.
- L'actif moyen des fermes laitières de la Saskatchewan a augmenté de 18 p. 100.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1999, 2001 et 2002 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 1999	3 160 209	874 676	2 081 243	1 370 721	..	2 197 318	1 040 560	1 007 213
- 2001	4 137 684	1 072 566	2 795 747	1 572 509	..	2 784 428	1 120 808	1 162 363
- 2002	3 389 947	1 119 126	2 495 619	2 276 315	..	2 670 314	1 250 892	1 236 454
Passif agricole								
- 1999	602 702	133 980	489 967	323 822	..	407 558	162 101	165 334
- 2001	866 058	174 152	554 863	335 982	..	687 531	157 098	188 132
- 2002	855 067	191 708	640 893	471 517	..	857 544	169 863	206 965
Avoir net								
- 1999	2 557 507	740 696	1 591 276	1 046 899	..	1 789 761	878 458	841 879
- 2001	3 271 626	898 414	2 240 884	1 236 527	..	2 096 897	963 710	974 231
- 2002	2 534 880	927 419	1 854 726	1 804 798	..	1 812 770	1 081 029	1 029 489
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	86 558	22 624	77 095	65 410	..	129 842	34 952	32 380
- 2001	131 836	28 634	125 389	5 745	..	112 175	33 840	35 209
- 2002	92 314	25 934	102 924	83 152	..	210 840	44 148	37 373

Points d'importance

- L'exploitation agricole moyenne en Alberta a maintenant une valeur nette de plus de 1 000 000 \$.
- L'investissement net moyen d'une exploitation de pommes de terre en Alberta a presque doublé afin d'atteindre 211 000 \$.
- Les fermes laitières de l'Alberta ont vu un changement important avec une baisse de 18 p. 100 de leur actif agricole.

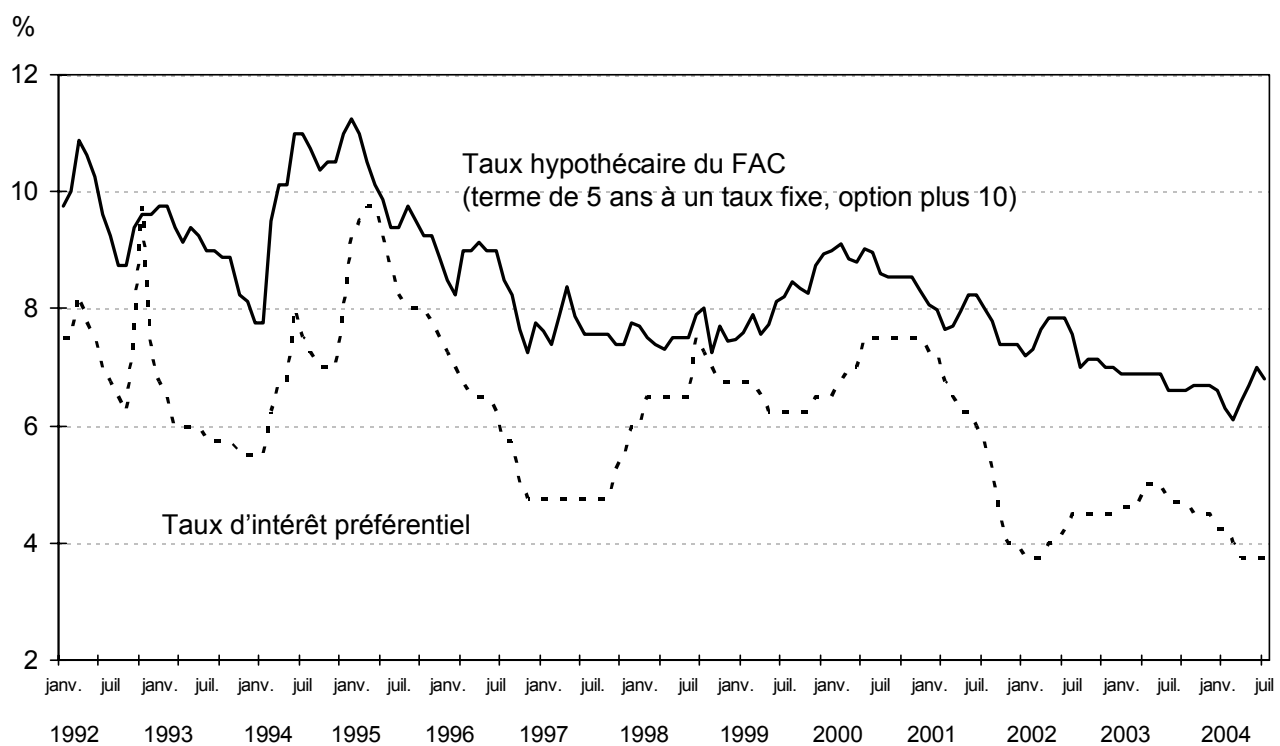
	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Actif agricole								
- 1999	2 886 200	914 464	1 559 530	1 911 558	834 765	2 328 623	1 023 898	1 139 351
- 2001	3 462 048	1 008 746	1 433 501	2 449 193	923 890	1 934 574	1 054 486	1 320 323
- 2002	3 702 146	1 013 127	1 441 966	2 343 048	1 063 402	1 411 424	1 312 031	1 335 705
Passif agricole								
- 1999	727 867	90 989	541 085	427 426	155 445	302 882	188 212	222 204
- 2001	742 143	112 934	485 695	530 056	192 768	220 423	181 916	249 279
- 2002	713 112	124 964	522 762	439 508	192 417	94 052	192 169	238 167
Avoir net								
- 1999	2 158 332	823 475	1 018 444	1 484 132	679 320	2 025 742	835 686	917 147
- 2001	2 719 906	895 812	947 806	1 919 137	731 121	1 714 151	872 570	1 071 043
- 2002	2 989 034	888 163	919 204	1 903 540	870 984	1 317 371	1 119 862	1 097 539
Nouveaux investissements (nets)								
- 1999	113 877	25 837	64 171	87 698	28 888	89 327	29 983	39 145
- 2001	95 018	24 273	52 611	65 015	10 326	73 371	18 037	32 241
- 2002	152 673	22 897	40 583	65 297	29 410	30 831	45 148	40 606

Points d'importance

- En Colombie-Britannique, la valeur nette moyenne est la plus élevée en 2002 avec 1 336 000 \$.
- La ferme laitière moyenne de la Colombie-Britannique possède un actif de 3 700 000 \$.
- L'investissement net moyen a augmenté de 61 p. 100 dans les fermes laitières de la Colombie-Britannique.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1992-2004



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2003 et 2004

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	juil. 2004	oct. 2003	juil. 2004	oct. 2003
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	594	531	545	500
Urée (46-0-0)	407	366	381	356
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	408	365	401	353
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	212	199	225	205
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	52,6	45,0	47,1	41,0
Essence (ordinaire sans plomb)	68,9	54,4	62,4	49,1

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2003 et 2004

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	juin 2004	oct. 2003	juin 2004	oct. 2003
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	637	633	625	573
Urée (46-0-0)	424	409	422	390
Solution d'azote 28	273	258	274	239
Nitrate d'ammonium	373	350	433	453
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	439	447	439	392
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	440	437	428	377
Superphosphate triple (0-46-0)	431	429	403	348
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	280	270	269	235
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	59,0	49,0	50,0	43,0
Essence (ordinaire sans plomb)	79,0	68,0	79,0	56,0

Source : Collège Ridgeway, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 1999-2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 144 765	3 469 013	3 522 920	3 465 017	3 718 125
Aliments achetés	3 609 305	3 788 765	4 343 432	5 100 539	4 795 512
Salaires	3 117 384	3 284 549	3 498 851	3 665 555	3 874 811
Engrais et chaux	1 950 832	2 067 308	2 333 899	2 260 171	2 683 614
Intérêts	2 213 379	2 536 214	2 498 844	2 366 225	2 364 918
Loyer	1 162 021	1 182 363	1 208 075	1 314 874	1 387 190
Pesticides	1 450 431	1 549 620	1 589 727	1 525 201	1 653 589
Achats de bétail	1 451 102	1 687 919	1 798 723	1 455 686	1 080 702
Semences	887 463	917 820	973 248	1 075 999	1 209 603
Réparations des bâtiments et clôtures	627 103	657 675	683 682	670 481	668 440
Électricité	600 344	610 367	645 094	680 937	684 982
Impôts fonciers	510 699	517 976	512 734	544 378	577 439
Assurance-récolte et grêle	332 859	299 442	337 100	431 920	541 764
Assurance commerciale	502 027	517 802	536 252	571 589	612 807
Insémination et vétérinaire	531 945	572 908	613 125	641 157	659 835
Autres*	2 695 017	2 943 677	3 143 924	3 131 559	3 457 247
Amortissement	4 240 501	4 330 416	4 455 851	4 521 678	4 589 558
Dépenses totales	29 027 177	30 933 834	32 695 481	33 422 966	34 560 136

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, chaux et irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2002-2003. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent des rapports sur le rendement du

ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada portant sur les années 1996-1997 à 2002-2003 et du rapport de l'Administration de la LPAACFC de 2003-2004. Les données sur la répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, par province, ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 1998, 2000 et 2002. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains

attendants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

SECTION C

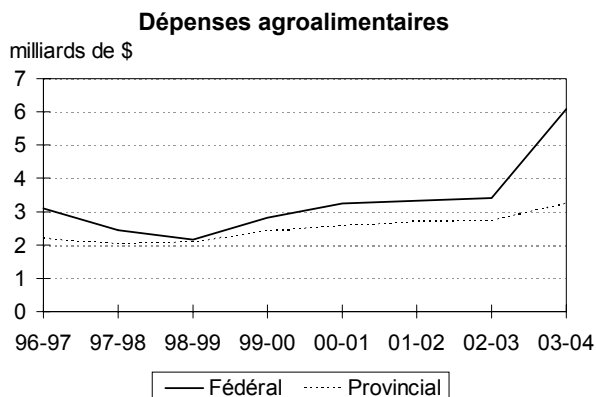
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

SOMMAIRE

- Les dépenses publiques sont constituées de toutes les sommes liées au secteur agroalimentaire qui entrent dans le calcul du déficit ou du surplus annuel des gouvernements fédéral et provinciaux. Ces dépenses comprennent les frais d'exploitation et d'immobilisations de même que les paiements ou les contributions versés au titre des programmes gouvernementaux.

- Les dépenses fédérales et provinciales pour 2002-2003 sont les données réelles provenant principalement des comptes publics. Les dépenses fédérales pour 2003-2004 sont des estimations incluant les budgets supplémentaires des dépenses A et B. Les dépenses provinciales pour 2003-2004 sont des estimations, à l'exception de l'Ontario, où les données réelles provenant des comptes publics provinciaux ont été utilisées.

- En 2002-2003, les dépenses fédérales ont augmenté de 2,5 p. 100 (soit 84 millions de dollars) par rapport à l'année précédente pour atteindre 3,41 milliards de dollars. Cette augmentation a fait passer l'aide fédérale au-delà de la moyenne des cinq dernières années (de 1997-1998 à 2001-2002), laquelle se chiffre à 2,80 milliards de dollars. La hausse des paiements de programme et des dépenses de fonctionnement sont principalement responsables de l'augmentation globale des dépenses fédérales.



- En 2003-2004, l'aide fédérale devrait croître de 79 p. 100 en 2003-2004 pour atteindre 6,1 milliards de dollars, un sommet au cours des 12 dernières années. L'augmentation prévue des dépenses fédérales dans le secteur agroalimentaire devrait avoir une incidence favorable sur toutes les provinces canadiennes en 2003-2004. Les dépenses de programmes sont à l'origine de cette hausse puisqu'elles augmenteraient de 93,0 p. 100 pour atteindre 4,81

milliards de dollars. L'aide accordée en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA), tel que l'aide versée dans le cadre du Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) et du Programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), devrait représenter la plus large part de l'augmentation globale des dépenses. En vertu du CSA, les dépenses reliées à l'inspection des aliments devraient être cinq fois supérieures pour atteindre 67 millions de dollars.

- Les paiements de programme, comprenant principalement les paiements versés directement aux producteurs, représentent 48 p. 100 et 63 p. 100 de l'aide fédérale au secteur agroalimentaire versée en 2002-2003 et en 2003-2004, respectivement. La recherche et l'inspection représentent respectivement 22 p. 100 et 16 p. 100 de l'aide fédérale totale. Les catégories liées à l'aide alimentaire, à l'aide internationale, au développement régional et au commerce représentent ensemble 21 p. 100 et 16 p. 100 de l'aide fédérale totale pour chacune de ces années.

- Les dépenses provinciales ont augmenté de 0,7 p. 100 (19 millions de dollars) en 2002-2003 pour atteindre 2,72 milliards de dollars. Terre Neuve et Labrador, l'Île du Prince Édouard, le Nouveau Brunswick, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont vu une augmentation de leurs dépenses totales. Dans le cas de toutes ces provinces, sauf l'Île du Prince Édouard et le Nouveau-Brunswick, cette augmentation s'explique par l'accroissement des paiements de programme. Les paiements de programme versés en 2002-2003 représentaient la principale catégorie d'aide, soit 48 p. 100 des dépenses.

- Au Nouveau-Brunswick, en raison des changements apportés à la classification de certains programmes et de l'imputation des recouvrements aux programmes, il y a eu une légère baisse des dépenses de programmes alors que les dépenses de fonctionnement ont augmenté.

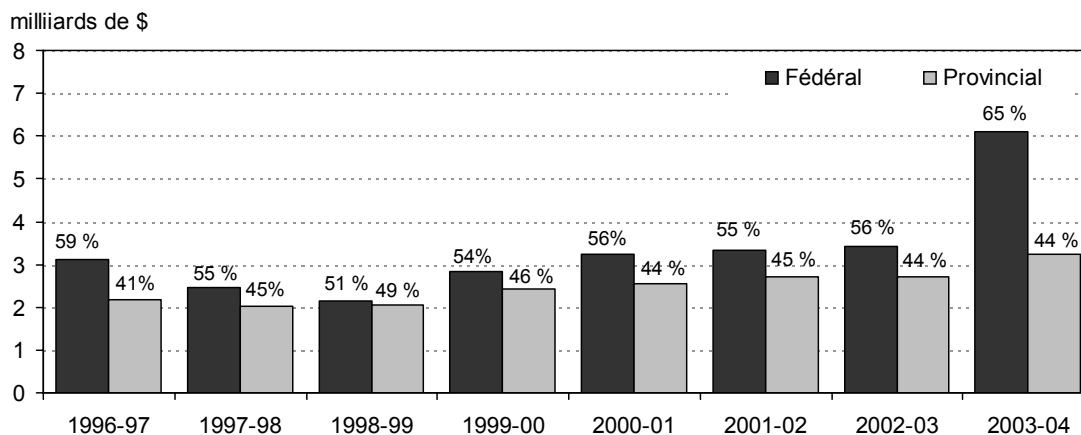
- L'augmentation des dépenses de programmes en Colombie-Britannique est principalement reliée à une hausse dans les catégories soutien et stabilisation du revenu, et aide spéciale et réduction des coûts.

- Une hausse dans les catégories soutien et stabilisation du revenu, et développement rural et régional est à l'origine de l'augmentation des dépenses provinciales totales en Ontario.
- Une hausse dans les catégories soutien et stabilisation du revenu, inspection des aliments et aide au financement explique l'accroissement des dépenses provinciales totales au Québec.
- Des dépenses plus élevées dans la catégorie aide au financement explique principalement l'augmentation des dépenses totales à Terre-Neuve et Labrador.
- En Saskatchewan, la diminution des dépenses provinciales est expliquée principalement par une baisse dans la catégorie soutien et stabilisation du revenu.
- Une diminution des dépenses dans la catégorie développement rural et régional explique principalement la baisse des dépenses en Alberta.
- En Nouvelle-Écosse, la diminution des dépenses provinciales totales est reliée à une baisse des dépenses dans la catégorie aide au financement.
- Une légère diminution des dépenses dans la catégorie éducation explique la baisse des dépenses provinciales totales au Manitoba.
- À la lumière des renseignements préliminaires, les dépenses provinciales devraient connaître une hausse de 18,7 p. 100 en 2003-2004 pour atteindre 3,23 milliards de dollars. L'augmentation des dépenses de programmes, particulièrement celles dans la catégorie aide spéciale et réduction des coûts, suite aux mesures prises en réponse à la crise de l'ESB, explique principalement la hausse prévue. Toutes les provinces canadiennes prévoient un accroissement de leurs dépenses. Les dépenses de programmes devraient représenter 57 p. 100 des dépenses agro-alimentaires en 2003-2004.

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1996-1997 à 2003-2004

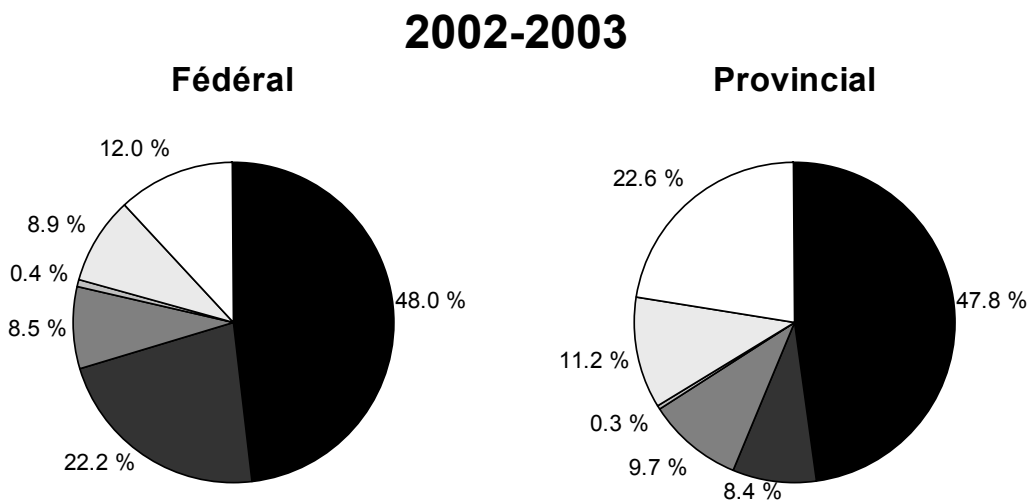
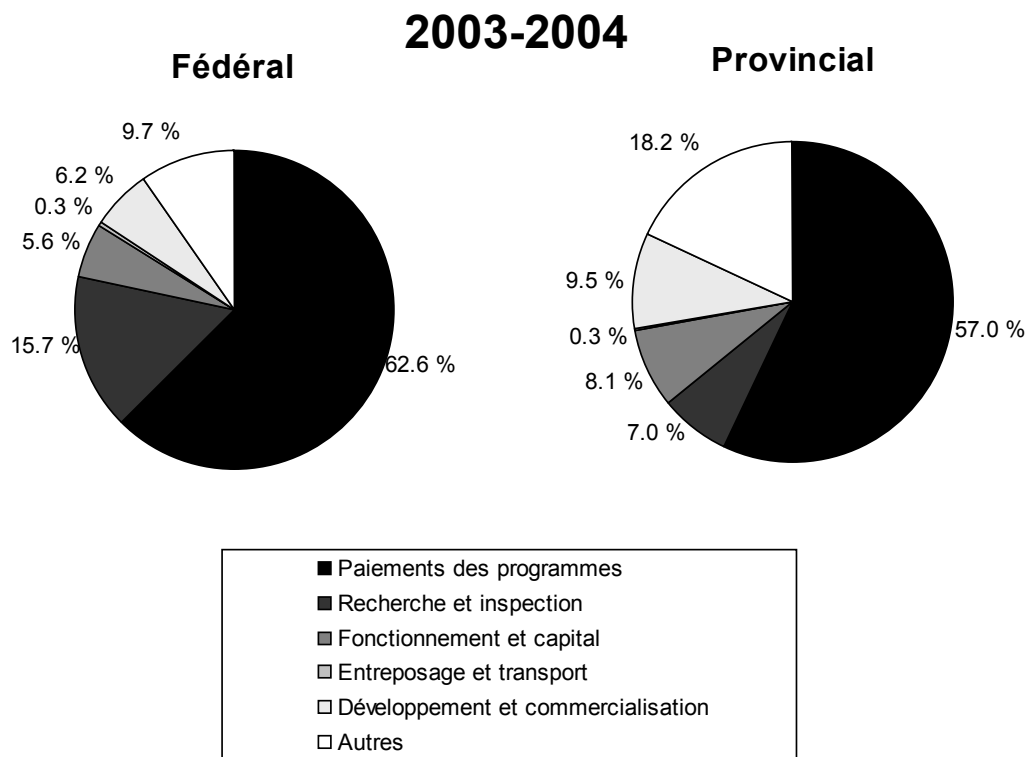
Réparties		1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
		(000 \$)							
T.-N.	Fédéral	8 292	11 794	6 573	8 424	4 561	7 693	11 779	10 076
	Provincial	12 605	21 503	10 425	9 626	10 247	9 351	10 532	12 510
	% Féd.	39,68	35,42	38,67	46,67	30,80	45,14	52,79	44,61
Î.-P.-É.	Fédéral	33 262	35 162	26 534	26 941	33 480	39 538	45 964	53 262
	Provincial	20 677	18 329	18 202	23 556	36 396	29 558	29 804	32 602
	% Féd.	61,67	65,73	59,31	53,35	47,91	57,22	60,66	62,03
N.-É.	Fédéral	27 210	27 175	23 908	24 905	22 049	35 613	31 452	48 353
	Provincial	40 105	29 896	38 922	35 439	39 774	44 846	40 476	42 522
	% Féd.	40,42	47,62	38,05	41,27	35,66	44,26	43,73	53,21
N.-B.	Fédéral	30 757	35 161	27 537	24 655	24 964	40 724	33 750	56 787
	Provincial	21 807	22 429	21 597	32 316	24 109	20 814	22 613	22 797
	% Féd.	58,51	61,05	56,05	43,28	50,87	66,18	59,88	71,35
Qc	Fédéral	253 399	342 078	265 036	392 172	448 436	346 784	326 538	597 535
	Provincial	578 433	521 691	539 308	527 309	732 815	591 705	670 114	697 599
	% Féd.	30,46	39,60	32,95	42,65	37,96	36,95	32,76	46,14
Ont.	Fédéral	355 724	362 347	355 969	421 156	457 696	581 353	581 962	1 025 100
	Provincial	484 897	469 912	324 654	363 029	451 528	372 421	424 849	455 240
	% Féd.	42,32	43,54	52,30	53,71	50,34	60,95	57,80	69,25
Man.	Fédéral	343 737	217 740	232 345	351 272	431 952	320 400	385 478	621 918
	Provincial	131 922	137 029	141 458	222 186	204 801	165 555	161 386	187 928
	% Féd.	72,27	61,38	62,16	61,26	67,84	65,93	70,49	76,79
Sask.	Fédéral	1 060 767	655 277	453 814	860 051	935 063	881 161	830 585	1 323 977
	Provincial	343 546	305 569	463 101	450 605	334 387	501 300	413 485	490 750
	% Féd.	75,54	68,20	49,49	65,62	73,66	63,74	66,76	72,96
Alb.	Fédéral	597 733	424 298	395 292	479 936	508 864	675 079	739 972	1 528 431
	Provincial	479 271	430 721	440 445	702 307	646 228	895 355	873 631	1 207 898
	% Féd.	55,50	49,62	47,30	40,60	44,05	42,99	45,86	55,71
C.-B.	Fédéral	82 897	81 773	87 053	91 485	95 515	126 092	100 203	242 585
	Provincial	65 384	60 249	69 219	63 694	78 703	73 007	75 983	83 580
	% Féd.	55,91	57,58	55,71	58,95	54,82	63,33	56,87	74,38
Autres	Fédéral	307 033	255 607	288 243	142 319	284 334	270 146	320 697	588 981
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 100 811	2 448 411	2 162 305	2 823 315	3 246 914	3 324 582	3 408 379	6 097 005
	Provincial	2 178 646	2 017 329	2 067 332	2 430 066	2 558 987	2 703 913	2 722 873	3 233 426
	% Féd.	58,73	54,83	51,12	53,74	55,92	55,15	55,59	65,30

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1996-1997 à 2003-2004

% = % des dépenses agroalimentaires totales

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance-récolte et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	557 573	546 574	601 924	633 476	971 458	1 019 038	1 138 804	1 260 579
B. Dépenses de capital	20 705	89 958	131 313	61 133	49 631	61 538	50 613	60 599
C. Dépenses de programmes	1 659 211	1 766 058	1 754 306	2 299 710	2 270 633	2 378 167	2 491 419	4 808 727
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	785 637	979 573	1 026 175	857 426	1 429 276	1 489 419	1 504 210	3 159 097
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	132 231	29 223	24 159	734 871	14 887	4 882	6 915	363 631
c.3 Assurance-récolte	203 260	240 537	252 609	284 440	182 545	195 196	213 406	189 769
c.4 Aide au financement	101 229	57 334	69 928	60 084	46 060	51 600	42 655	126 732
c.5 Entreposage et transport	176	8 018	7 784	8 515	19 604	16 605	16 045	17 495
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	30 016	41 547	14 928	12 274	3 255	4 371	5 364	3 667
c.7 Recherche	90 317	92 962	79 313	78 288	6 283	8 376	16 490	9 669
c.8 Inspection des aliments	21 253	27 327	54 770	44 585	16 781	30 258	10 273	68 384
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	283 406	268 782	318 178	586 640
c.10 Marketing et commercialisation	16 075	30 858	22 287	39 965	196 789	198 374	119 366	105 973
c.11 Développement rural et régional	94 417	93 949	58 444	53 013	58 075	87 919	100 562	89 505
c.12 Environnement	76 471	42 051	22 017	47 853	6 323	15 603	19 588	84 354
c.13 Enseignement	96 198	106 677	98 659	50 705	1 023	284	113 000	788
c.14 Vulgarisation	11 930	16 002	23 233	20 593	6 325	6 499	5 367	3 020
D. Dépenses fiscales	426 303	413 930	385 136	408 864	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	2 663 791	2 816 521	2 872 679	3 403 183	3 291 722	3 458 743	3 680 835	6 129 905
Recouvrements	(104 804)	(112 608)	(149 807)	(162 657)	(44 808)	(134 160)	(272 456)	(32 900)
Total, dépenses nettes	2 558 987	2 703 913	2 722 873	3 233 426	3 246 914	3 324 582	3 408 379	6 097 005
TERRE-NEUVE								
A. Dépenses de fonctionnement	7 474	7 238	6 302	6 481	2 158	2 336	2 656	3 052
B. Dépenses de capital	616	623	506	576	178	137	123	153
C. Dépenses de programmes	2 597	1 981	3 724	6 005	2 339	5 554	9 661	6 955
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	302	243	438	139	1 542	1 628	747	1 411
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	138	189	50	143	1	0	1	167
c.3 Assurance-récolte	200	194	62	51	62	67	137	28
c.4 Aide au financement	1 000	315	2 155	4 500	9	-	131	0
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	195	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	36	2	735	2 827	88
c.7 Recherche	-	-	-	8	5	6	7	23
c.8 Inspection des aliments	-	-	-	24	2	4	9	140
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	257	254	205	204	96	16	34	56
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	401	2 778	5 743	4 837
c.12 Environnement	-	-	-	70	0	251	6	196
c.13 Enseignement	464	516	543	508	-	-	-	1
c.14 Vulgarisation	235	270	270	322	25	69	20	7
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	10 686	9 841	10 532	13 061	4 676	8 028	12 440	10 159
Recouvrements	(440)	(491)	-	(551)	(114)	(335)	(662)	(83)
Total, dépenses nettes	10 247	9 351	10 532	12 510	4 561	7 693	11 779	10 076

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	10 995	10 461	10 321	13 089	9 414	9 413	10 645	12 121
B. Dépenses de capital	-	-	35	1 500	596	552	490	608
C. Dépenses de programmes	26 508	19 714	17 480	19 969	23 961	30 920	37 466	40 863
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	8 296	10 943	5 803	5 200	5 868	27 694	12 459	30 601
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	10 060	60	1 087	2 953	14 603	1	2	2 756
c.3 Assurance-récolte	932	1 001	1 668	1 286	1 448	735	1 677	629
c.4 Aide au financement	26	22	1 051	150	411	514	534	1 421
c.5 Entreposage et transport	13	13	9	-	27	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	226	236	-	-	10	9	10	6
c.7 Recherche	2 353	2 249	2 271	2 119	245	20	24	167
c.8 Inspection des aliments	303	586	153	-	7	110	46	720
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	591	982	388	3 153	165	109	181	223
c.11 Développement rural et régional	155	154	141	85	1 106	1 428	4 387	3 503
c.12 Environnement	459	181	1 512	1 809	13	192	35	802
c.13 Enseignement	2 838	3 062	3 207	3 036	-	-	18 030	4
c.14 Vulgarisation	256	226	189	178	58	108	81	30
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	39 471	32 144	29 804	36 527	33 971	40 886	48 600	53 592
Recouvrements	(3 075)	(2 586)	-	(3 925)	(491)	(1 348)	(2 636)	(330)
Total, dépenses nettes	36 396	29 558	29 804	32 602	33 480	39 538	45 964	53 262
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	9 064	9 988	10 560	9 099	11 266	12 142	13 741	15 278
B. Dépenses de capital	-	531	521	543	691	715	637	768
C. Dépenses de programmes	28 810	32 872	27 884	31 369	10 682	24 500	20 500	32 724
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	9 711	8 037	7 126	8 629	5 340	14 693	12 254	22 925
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	200	-	13	414	4	2	22	1 441
c.3 Assurance-récolte	490	475	186	216	168	176	210	149
c.4 Aide au financement	6 496	8 084	617	401	165	238	326	645
c.5 Entreposage et transport	70	348	50	97	631	165	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	184	683	-	-	187	1 327	13	504
c.7 Recherche	130	118	1 000	1 000	287	1 611	1 572	114
c.8 Inspection des aliments	1 203	2 260	1 849	3 207	8	64	45	704
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 407	2 874	1 910	2 121	1 528	567	615	281
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 149	5 234	5 140	4 818
c.12 Environnement	-	-	3 347	2 853	148	321	113	1 100
c.13 Enseignement	8 816	9 739	9 459	10 169	-	-	-	5
c.14 Vulgarisation	104	253	2 327	2 262	67	102	190	37
D. Dépenses fiscales	1 900	1 456	1 511	1 511	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	39 774	44 846	40 476	42 522	22 639	37 357	34 878	48 770
Recouvrements	-	-	-	-	(590)	(1 744)	(3 426)	(417)
Total, dépenses nettes	39 774	44 846	40 476	42 522	22 049	35 613	31 452	48 353

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
(000 \$)								
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	15 927	10 399	11 496	11 985	11 114	11 922	13 629	15 572
B. Dépenses de capital	1 143	1 101	638	309	698	689	628	773
C. Dépenses de programmes	7 142	10 004	9 366	8 917	13 710	29 794	22 875	40 862
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 570	2 559	2 314	3 580	4 442	7 611	12 304	24 572
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	-	-	111	731	4	2	3	1 686
c.3 Assurance-récolte	1 763	1 655	748	547	1 279	1 170	755	1 048
c.4 Aide au financement	4	-	-	-	737	622	383	1 578
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	330	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	639	231	112	668	187	248	208	209
c.7 Recherche	-	-	1 973	376	21	27	32	115
c.8 Inspection des aliments	73	3 332	226	238	3 758	25	73	710
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	183	84	-	-	187	207	197	283
c.11 Développement rural et régional	1 771	363	98	209	3 030	19 538	8 743	9 624
c.12 Environnement	35	106	1 155	398	2	270	38	994
c.13 Enseignement	923	1 359	2 175	1 060	-	-	-	4
c.14 Vulgarisation	181	317	454	780	64	74	140	37
D. Dépenses fiscales	2 019	1 714	1 564	1 597	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	26 231	23 218	23 064	22 808	25 522	42 405	37 132	57 207
Recouvrements	(2 122)	(2 404)	(450)	(11)	(558)	(1 681)	(3 382)	(420)
Total, dépenses nettes	24 109	20 814	22 613	22 797	24 964	40 724	33 750	56 787
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	166 934	168 212	185 869	199 974	143 985	153 708	177 752	199 870
B. Dépenses de capital	3 463	7 996	19 416	1 258	6 743	8 726	7 978	9 793
C. Dépenses de programmes	472 784	326 952	379 761	401 583	304 708	205 642	183 754	393 189
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	271 454	164 613	219 121	221 772	271 228	169 706	115 146	281 319
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	15 933	16 738	60	46 211	45	20	35	46 294
c.3 Assurance-récolte	17 464	19 479	21 253	9 086	10 491	11 680	11 847	12 197
c.4 Aide au financement	42 492	17 488	25 290	27 528	5 675	5 251	4 559	13 879
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	5	22	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	2 558	1 031	841	510	782	689	675	656
c.7 Recherche	11 329	22 912	16 114	16 255	281	505	451	1 510
c.8 Inspection des aliments	4 454	4 454	34 793	19 763	2 253	2 843	2 000	10 313
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	5 226	10 819	13 505	11 827	3 872	3 850	3 030	3 604
c.11 Développement rural et régional	2 909	7 823	5 348	4 000	9 042	8 552	8 459	10 260
c.12 Environnement	71 032	30 493	8 941	14 449	398	1 471	1 293	12 606
c.13 Enseignement	20 781	21 184	20 239	18 227	-	-	35 460	63
c.14 Vulgarisation	7 150	9 918	14 257	11 955	636	1 054	799	486
D. Dépenses fiscales	89 634	88 546	85 069	94 783	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	732 815	591 705	670 114	697 599	455 436	368 075	369 483	602 852
Recouvrements	-	-	-	-	(7 000)	(21 291)	(42 945)	(5 317)
Total, dépenses nettes	732 815	591 705	670 114	697 599	448 436	346 784	326 538	597 535

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	101 068	103 622	118 088	113 636	210 078	228 176	266 332	303 228
B. Dépenses de capital	-	44 600	43 402	194	14 028	13 316	12 230	14 977
C. Dépenses de programmes	333 226	204 387	285 607	333 324	244 474	372 352	369 235	715 026
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	105 589	79 343	169 901	142 706	202 260	322 813	263 096	552 516
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	91 000	-	774	68 196	70	4 787	6 675	69 347
c.3 Assurance-récolte	22 451	23 095	25 983	24 980	14 442	19 154	27 056	22 177
c.4 Aide au financement	6 882	4 950	3 694	2 724	6 774	6 019	4 385	15 158
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	18 421	25 723	8 335	1 247	1 086	362	832	517
c.7 Recherche	43 387	36 220	38 690	38 620	405	2 539	8 759	2 538
c.8 Inspection des aliments	9 386	10 374	10 885	18 808	874	1 926	3 459	17 805
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 869	1 909	1 829	10 640	3 532	2 774	3 444	5 516
c.11 Développement rural et régional	25 921	11 134	17 071	8 173	13 122	8 156	11 634	8 620
c.12 Environnement	5	125	125	8 913	154	2 427	1 467	19 603
c.13 Enseignement	8 200	11 400	8 200	8 200	510	224	37 270	492
c.14 Vulgarisation	115	115	120	115	1 245	1 171	1 157	735
D. Dépenses fiscales	22 553	23 578	23 380	23 275	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	456 848	376 187	470 477	470 428	468 579	613 843	647 797	1 033 231
Recouvrements	(5 319)	(3 766)	(45 628)	(15 188)	(10 884)	(32 490)	(65 835)	(8 131)
Total, dépenses nettes	451 528	372 421	424 849	455 240	457 696	581 353	581 962	1 025 100
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	36 248	36 391	39 706	39 904	125 497	100 463	118 305	138 902
B. Dépenses de capital	1 245	1 165	1 085	849	4 447	6 307	5 201	6 526
C. Dépenses de programmes	135 425	90 358	87 453	111 465	306 345	226 694	289 972	480 032
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	87 284	44 912	43 853	53 993	201 975	142 516	202 643	324 816
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 649	929	1 170	10 042	28	12	23	20 204
c.3 Assurance-récolte	29 118	26 876	27 978	31 694	34 088	29 414	35 907	43 587
c.4 Aide au financement	480	1 098	1 353	1 266	27 822	10 340	8 225	43 225
c.5 Entreposage et transport	-	60	-	-	3 094	2 893	2 833	3 648
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	406	393	399	364	91	88	105	61
c.7 Recherche	1 326	1 101	1 101	1 101	158	211	880	976
c.8 Inspection des aliments	1 507	1 819	1 978	2 347	322	547	717	6 297
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 113	535	700	1 000	31 195	33 031	18 975	19 468
c.11 Développement rural et régional	1 755	1 719	1 165	1 135	5 426	5 024	13 520	7 447
c.12 Environnement	1 463	1 213	674	1 075	1 304	1 993	5 639	9 946
c.13 Enseignement	9 284	9 650	7 040	7 405	-	-	-	40
c.14 Vulgarisation	43	53	43	43	842	626	505	318
D. Dépenses fiscales	34 515	40 439	36 678	38 268	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	207 432	168 353	164 922	190 486	436 289	333 464	413 478	625 461
Recouvrements	(2 632)	(2 798)	(3 537)	(2 558)	(4 337)	(13 064)	(28 000)	(3 543)
Total, dépenses nettes	204 801	165 555	161 386	187 928	431 952	320 400	385 478	621 918

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
(000 \$)								
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	29 654	34 063	45 555	45 730	197 035	210 134	203 490	215 252
B. Dépenses de capital	1 506	1 049	1 590	652	9 524	13 951	8 428	9 622
C. Dépenses de programmes	193 477	366 803	287 606	363 745	736 417	679 885	664 037	1 104 326
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	46 658	197 476	106 298	168 776	519 783	424 990	462 941	868 208
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 200	-	-	27 200	51	21	50	35 825
c.3 Assurance-récolte	78 799	91 878	98 462	90 000	79 137	79 055	64 445	57 023
c.4 Aide au financement	17 056	11 741	23 887	13 261	1 037	18 534	16 492	32 791
c.5 Entreposage et transport	93	7 597	7 725	8 089	9 626	8 655	8 556	9 102
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	180	71	64	4 449	227	162	170	1 089
c.7 Recherche	16 900	20 483	15 944	16 277	3 863	2 411	2 249	1 533
c.8 Inspection des aliments	4 326	4 503	4 466	127	7 750	17 565	1 552	9 964
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 734	1 493	140	1 952	95 325	97 218	54 895	47 956
c.11 Développement rural et régional	20 405	20 722	23 156	27 280	15 072	25 295	24 739	25 624
c.12 Environnement	3 478	9 933	6 206	4 555	2 422	5 051	4 920	14 641
c.13 Enseignement	370	15	85	1 017	514	60	22 240	68
c.14 Vulgarisation	277	893	1 173	762	1 611	868	788	502
D. Dépenses fiscales	150 600	145 433	125 178	125 070	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	375 237	547 349	459 929	535 198	942 975	903 970	875 955	1 329 201
Recouvrements	(40 850)	(46 049)	(46 444)	(44 448)	(7 913)	(22 809)	(45 370)	(5 224)
Total, dépenses nettes	334 387	501 300	413 485	490 750	935 063	881 161	830 585	1 323 977
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	133 329	136 157	145 862	161 306	203 275	226 764	260 115	273 324
B. Dépenses de capital	9 317	29 885	62 577	54 480	9 809	13 172	11 530	13 154
C. Dépenses de programmes	437 868	679 815	616 145	979 734	305 782	465 650	530 395	1 249 095
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	245 945	464 647	458 013	229 057	189 463	330 166	396 336	927 952
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 537	5 469	3 577	572 449	64	28	89	176 703
c.3 Assurance-récolte	52 043	75 255	69 715	114 678	36 632	42 721	63 476	49 745
c.4 Aide au financement	26 793	13 636	11 880	10 253	3 027	9 654	6 673	16 586
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	5 926	4 773	4 544	4 596
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	7 100	12 129	4 924	5 000	383	499	349	317
c.7 Recherche	14 892	9 088	1 658	1 810	536	842	788	2 026
c.8 Inspection des aliments	-	-	-	-	1 668	6 853	1 931	15 364
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	667	677	2 985	8 613	59 053	58 883	35 219	26 345
c.11 Développement rural et régional	38 801	47 911	11 465	12 130	5 959	6 856	14 353	10 263
c.12 Environnement	-	-	-	13 731	1 577	2 355	5 273	18 448
c.13 Enseignement	44 521	47 286	47 710	1 083	-	-	-	86
c.14 Vulgarisation	3 569	3 717	4 218	3 830	1 494	2 021	1 362	664
D. Dépenses fiscales	116 080	104 012	102 795	115 454	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	696 594	949 869	927 379	1 310 974	518 866	705 586	802 039	1 535 573
Recouvrements	(50 366)	(54 514)	(53 748)	(95 976)	(10 002)	(30 507)	(62 068)	(7 142)
Total, dépenses nettes	646 228	895 355	873 631	1 207 898	508 864	675 079	739 972	1 528 431

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	46 880	30 044	28 166	32 272	57 635	63 980	72 139	83 977
B. Dépenses de capital	3 415	3 008	1 543	772	2 918	3 974	3 368	4 225
C. Dépenses de programmes	21 374	33 172	39 280	43 598	37 881	67 029	42 826	156 677
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	8 828	6 800	13 308	23 575	27 375	47 490	25 990	124 137
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 514	5 838	17 317	6 531	19	8	15	9 208
c.3 Assurance-récolte	-	630	6 554	11 901	4 798	11 025	7 897	3 186
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	404	428	946	1 448
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	100	95	111	149
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	303	1 051	253	0	300	253	68	183
c.7 Recherche	-	791	562	721	109	144	1 389	667
c.8 Inspection des aliments	-	-	420	72	40	321	442	6 366
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 030	11 231	626	454	1 835	1 718	2 776	2 242
c.11 Développement rural et régional	2 700	4 124	-	-	2 313	4 036	2 529	3 315
c.12 Environnement	-	-	58	-	306	1 105	341	5 549
c.13 Enseignement	-	2 466	-	-	-	-	-	25
c.14 Vulgarisation	-	240	181	345	283	406	324	202
D. Dépenses fiscales	7 033	6 784	6 994	6 937	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	78 703	73 007	75 983	83 580	98 434	134 984	118 334	244 879
Recouvrements	-	-	-	-	(2 920)	(8 892)	(18 131)	(2 294)
Total, dépenses nettes	78 703	73 007	75 983	83 580	95 515	126 092	100 203	242 585

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	35 844	39 095	44 754	43 158	259 215	266 424	258 650	317 884
- capital	3 113	1 638	1 949	3 459	34 444	39 632	32 524	29 968
- programme	90 317	92 962	79 313	78 288	6 283	8 376	16 490	9 669
Total, Recherche	129 274	133 695	126 016	124 905	299 942	314 433	307 664	357 521
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	52 961	56 020	57 906	66 373	396 949	422 582	493 332	512 903
- capital	2 573	2 885	2 264	302	9 617	8 278	6 254	21 906
- programme	21 253	27 327	54 770	44 585	16 781	30 258	10 273	68 384
Total, Inspection	76 787	86 231	114 939	111 260	423 347	461 118	509 859	603 194
TERRE-NEUVE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	662	664	628	801
- capital	-	-	22	6	87	99	79	76
- programme	-	-	-	8	5	6	7	23
Total, Recherche	-	-	22	14	754	769	714	899
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 204	1 282	932	949	968	1 001	1 125	1 190
- capital	-	84	44	2	85	21	15	55
- programme	-	-	-	24	2	4	9	140
Total, Inspection	1 204	1 367	976	975	1 054	1 026	1 149	1 385
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	429	479	386	424	2 838	2 677	2 503	3 190
- capital	-	-	-	1 500	373	398	315	301
- programme	2 353	2 249	2 271	2 119	245	20	24	167
Total, Recherche	2 782	2 727	2 657	4 043	3 456	3 095	2 842	3 658
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 857	3 877	3 391	3 076	4 150	4 059	4 522	4 794
- capital	-	-	-	-	193	83	61	220
- programme	303	586	153	-	7	110	46	720
Total, Inspection	4 160	4 463	3 545	3 076	4 350	4 252	4 628	5 734

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 414	3 463	3 253	4 028
- capital	-	-	-	-	449	514	409	380
- programme	130	118	1 000	1 000	287	1 611	1 572	114
Total, Recherche	130	118	1 000	1 000	4 150	5 588	5 233	4 522
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 168	1 688	1 163	1 211	4 993	5 224	5 839	6 012
- capital	-	-	-	-	207	108	79	278
- programme	1 203	2 260	1 849	3 207	8	64	45	704
Total, Inspection	3 370	3 947	3 011	4 418	5 207	5 396	5 963	6 994
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	638	684	3 228	3 338	3 211	4 055
- capital	-	-	-	-	424	496	404	382
- programme	-	-	1 973	376	21	27	32	115
Total, Recherche	-	-	2 611	1 060	3 672	3 860	3 647	4 552
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	-	-	2 235	2 337	4 719	5 042	5 770	6 053
- capital	-	89	83	-	240	104	78	279
- programme	73	3 332	226	238	3 758	25	73	710
Total, Inspection	73	3 421	2 544	2 575	8 717	5 171	5 920	7 042
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	9 173	90	6 835	6 733	40 494	42 282	40 769	51 369
- capital	50	-	321	-	5 320	6 281	5 127	4 843
- programme	11 329	22 912	16 114	16 255	281	505	451	1 510
Total, Recherche	20 551	23 002	23 270	22 988	46 095	49 067	46 346	57 723
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	23 493	25 111	26 992	28 132	60 129	64 802	74 647	78 765
- capital	1 893	2 195	1 827	-	998	1 314	986	3 540
- programme	4 454	4 454	34 793	19 763	2 253	2 843	2 000	10 313
Total, Inspection	29 840	31 760	63 612	47 895	63 380	68 958	77 632	92 618

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	11 183	-	-	-	62 962	64 522	62 499	78 566
- capital	-	-	-	194	8 271	9 584	7 859	7 407
- programme	43 387	36 220	38 690	38 620	405	2 539	8 759	2 538
Total, Recherche	54 570	36 220	38 690	38 814	71 638	76 645	79 117	88 512
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	-	-	-	-	93 578	100 355	116 454	123 301
- capital	-	-	-	-	5 097	2 005	1 511	5 414
- programme	9 386	10 374	10 885	18 808	874	1 926	3 459	17 805
Total, Inspection	9 386	10 374	10 885	18 808	99 549	104 286	121 424	146 520
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	25 090	25 943	26 581	34 231
- capital	-	-	-	-	3 296	3 854	3 342	3 227
- programme	1 326	1 101	1 101	1 101	158	211	880	976
Total, Recherche	1 326	1 101	1 101	1 101	28 544	30 008	30 804	38 434
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	5 543	5 711	3 001	3 117	49 561	42 207	52 545	58 238
- capital	300	300	300	300	491	806	643	2 359
- programme	1 507	1 819	1 978	2 347	322	547	717	6 297
Total, Inspection	7 350	7 830	5 279	5 764	50 374	43 560	53 904	66 894
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	801	839	892	1 282	45 775	45 295	43 071	50 476
- capital	28	32	5	22	6 405	6 785	5 416	4 759
- programme	16 900	20 483	15 944	16 277	3 863	2 411	2 249	1 533
Total, Recherche	17 729	21 353	16 841	17 581	56 043	54 492	50 736	56 768
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 356	1 517	1 583	3 107	67 376	76 702	88 963	90 125
- capital	47	(42)	9	-	731	1 407	1 041	3 478
- programme	4 326	4 503	4 466	127	7 750	17 565	1 552	9 964
Total, Inspection	5 729	5 977	6 058	3 234	75 857	95 675	91 556	103 568

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	14 259	37 352	35 509	33 621	57 862	60 583	58 923	69 002
- capital	3 035	1 215	1 408	1 446	7 601	8 999	7 409	6 505
- programme	14 892	9 088	1 658	1 810	536	842	788	2 026
Total, Recherche	32 186	47 655	38 575	36 877	65 999	70 424	67 119	77 533
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	11 634	13 003	14 252	19 132	85 235	96 493	112 493	111 272
- capital	333	259	-	-	1 121	1 882	1 425	4 755
- programme	-	-	-	-	1 668	6 853	1 931	15 364
Total, Inspection	11 967	13 262	14 252	19 132	88 024	105 228	115 849	131 391
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	336	494	415	16 890	17 658	17 212	22 164
- capital	-	391	193	292	2 219	2 623	2 164	2 089
- programme	-	791	562	721	109	144	1 389	667
Total, Recherche	-	1 518	1 249	1 427	19 218	20 426	20 765	24 920
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 707	3 831	4 357	5 312	26 239	26 697	30 975	33 154
- capital	-	-	-	-	455	549	416	1 527
- programme	-	-	420	72	40	321	442	6 366
Total, Inspection	3 707	3 831	4 778	5 384	26 735	27 567	31 833	41 047

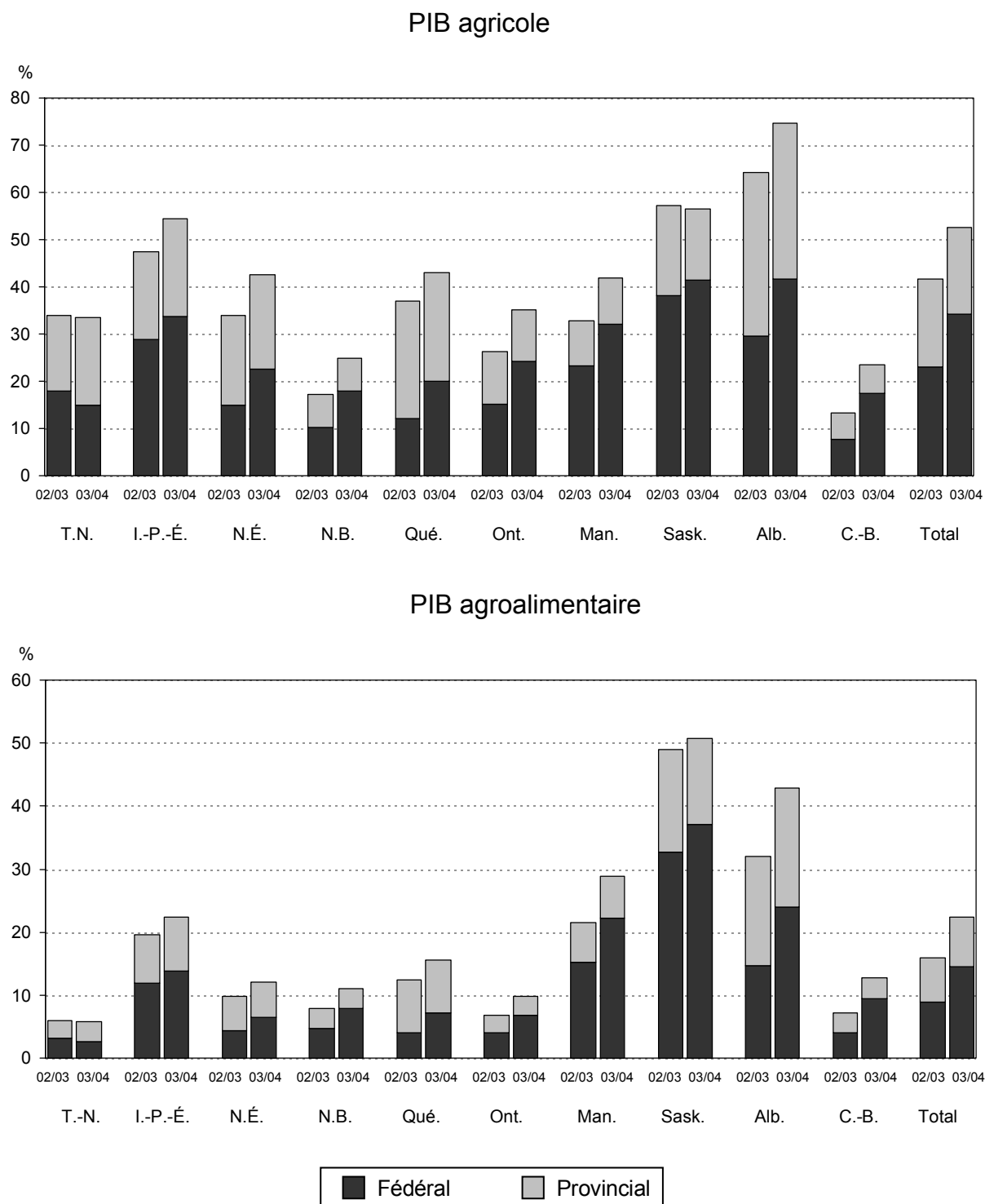
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004

	Agricole				Agroalimentaire			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
TERRE-NEUVE								
PIB provincial (millions de \$)	56,6	59,2	65,6	67,6	361,2	350,5	380,5	385,5
Fédéral (%)	8,1	13,0	17,9	14,9	1,3	2,2	3,1	2,6
Provincial (%)	18,1	15,8	16,0	18,5	2,8	2,7	2,8	3,2
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	151,4	129,8	159,9	157,4	353,3	348,3	384,9	383,2
Fédéral (%)	22,1	30,5	28,8	33,8	9,5	11,4	11,9	13,9
Provincial (%)	24,0	22,8	18,6	20,7	10,3	8,5	7,7	8,5
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	228,9	198,6	212,0	213,6	730,9	710,7	736,6	750,0
Fédéral (%)	9,6	17,9	14,8	22,6	3,0	5,0	4,3	6,4
Provincial (%)	17,4	22,6	19,1	19,9	5,4	6,3	5,5	5,7
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	314,2	320,5	328,7	319,6	689,3	706,9	723,4	723,6
Fédéral (%)	7,9	12,7	10,3	17,8	3,6	5,8	4,7	7,8
Provincial (%)	7,7	6,5	6,9	7,1	3,5	2,9	3,1	3,2
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	2 414,2	2 506,3	2 704,0	3 006,3	7 253,9	7 639,5	7 945,6	8 270,7
Fédéral (%)	18,6	13,8	12,1	19,9	6,2	4,5	4,1	7,2
Provincial (%)	30,4	23,6	24,8	23,2	10,1	7,7	8,4	8,4
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	3 753,7	3 512,7	3 828,9	4 210,2	13 840,8	14 102,3	14 717,2	15 164,3
Fédéral (%)	12,2	16,6	15,2	24,3	3,3	4,1	4,0	6,8
Provincial (%)	12,0	10,6	11,1	10,8	3,3	2,6	2,9	3,0
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 687,7	1 514,4	1 663,9	1 929,7	2 495,1	2 369,5	2 538,5	2 805,9
Fédéral (%)	25,6	21,2	23,2	32,2	17,3	13,5	15,2	22,2
Provincial (%)	12,1	10,9	9,7	9,7	8,2	7,0	6,4	6,7
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	3 045,8	2 284,8	2 175,7	3 209,5	3 373,1	2 625,1	2 543,6	3 573,1
Fédéral (%)	30,7	38,6	38,2	41,3	27,7	33,6	32,7	37,1
Provincial (%)	11,0	21,9	19,0	15,3	9,9	19,1	16,3	13,7
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	3 524,9	2 961,2	2 510,2	3 667,9	5 890,5	5 438,6	5 049,5	6 388,2
Fédéral (%)	14,4	22,8	29,5	41,7	8,6	12,4	14,7	23,9
Provincial (%)	18,3	30,2	34,8	32,9	11,0	16,5	17,3	19,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 308,1	1 264,3	1 323,7	1 385,7	2 445,6	2 411,9	2 487,5	2 559,5
Fédéral (%)	7,3	10,0	7,6	17,5	3,9	5,2	4,0	9,5
Provincial (%)	6,0	5,8	5,7	6,0	3,2	3,0	3,1	3,3
CANADA								
PIB provincial (millions de \$)	16 139,3	14 481,4	14 729,6	17 782,6	38 258,8	37 565,6	38 419,0	41 802,8
Fédéral (%)	20,1	23,0	23,1	34,3	8,5	8,9	8,9	14,6
Provincial (%)	15,9	18,7	18,5	18,2	6,7	7,2	7,1	7,8

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2000-2001 à 2003-2004

	PIB TOTAL				DÉPENSES TOTALES			
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 estimations
TERRE-NEUVE								
Total provincial (millions de \$)	12 787	13 238	15 647	16 556	3 989	4 191	4 426	3 931
PIB agroalim. en % du PIB total	2,82	2,65	2,43	2,33				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,26	0,22	0,24	0,32
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	3 090	3 217	3 386	3 497	996	1 041	1 061	1 106
PIB agroalim. en % du PIB total	11,43	10,83	11,37	10,96				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,65	2,84	2,81	2,95
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	23 116	23 761	25 149	26 153	4 174	4 405	4 417	4 799
PIB agroalim. en % du PIB total	3,16	2,99	2,93	2,87				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,95	1,02	0,92	0,89
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	18 864	18 543	19 606	20 337	4 719	5 073	5 292	5 312
PIB agroalim. en % du PIB total	3,65	3,81	3,69	3,56				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,51	0,41	0,43	0,43
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	212 946	218 335	232 068	240 006	47 808	49 152	52 820	55 841
PIB agroalim. en % du PIB total	3,41	3,50	3,42	3,45				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,53	1,20	1,27	1,25
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	413 309	419 351	448 474	460 296	61 940	63 442	65 907	70 566
PIB agroalim. en % du PIB total	3,35	3,36	3,28	3,29				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,73	0,59	0,64	0,65
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	32 313	33 162	34 699	35 423	6 615	6 737	6 993	7 341
PIB agroalim. en % du PIB total	7,72	7,15	7,32	7,92				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,10	2,46	2,31	2,56
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	32 287	31 663	33 912	35 330	6 630	7 423	6 402	6 621
PIB agroalim. en % du PIB total	10,45	8,29	7,50	10,11				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					5,04	6,75	6,46	7,41
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	143 468	144 795	150 572	165 807	19 038	20 948	20 756	21 883
PIB agroalim. en % du PIB total	4,11	3,76	3,35	3,85				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,39	4,27	4,21	5,52
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	122 399	120 545	126 643	131 581	22 465	24 735	24 991	25 148
PIB agroalim. en % du PIB total	2,00	2,00	1,96	1,95				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,35	0,30	0,30	0,33
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 014 579	1 026 610	1 090 155	1 134 985	178 375	187 149	193 066	202 548
PIB agroalim. en % du PIB total	3,69	3,58	3,44	3,61				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,43	1,44	1,41	1,60
CANADA - FÉDÉRAL								
Total provincial (millions de \$)	1 018 797	1 030 434	1 094 740	1 140 184	161 442	164 408	168 325	173 055
PIB agroalim. en % du PIB total	3,76	3,65	3,51	3,67				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,01	2,02	2,02	3,52

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmure et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiendront compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits

provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur

des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doivent être effectuées par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses les trois dernières années dans chacune des provinces.

- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :

- les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;

- toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;

- à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que celui des Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture, ceux de l'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.
- **Le programme d'assurance-récolte** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement

international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.

- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais

administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les

centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB au coût des facteurs de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

SOMMAIRE

- En 2003, selon le document de l'OCDE intitulé "Politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama - Édition 2004", globalement au Canada, les transferts des contribuables et des consommateurs liés aux politiques agricoles, calculés sur la base de l'estimation du soutien total (EST), étaient évalués à 10,45 milliards de dollars, soit 0,9 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). Ainsi, le soutien total de l'agriculture au Canada, exprimé en pourcentage du PIB, représentait les trois quarts de la moyenne de l'OCDE.

- D'après les estimations de l'OCDE, les transferts aux producteurs canadiens ont augmenté de 716 million de dollars faisant passer l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), exprimé en pourcentage de la valeur de production, de 20 à 21 p. 100. Cette augmentation des transferts s'explique par l'instauration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole et du Programme de redressement lié à l'encéphalopathie spongiforme bovine, et ce malgré une diminution importante des paiements d'assurance-récolte.

- Pour une seconde année consécutive, l'ESP en pourcentage du Canada (21 p. 100) en 2003 était supérieure à celui des États-Unis (18 p. 100). Cependant, il demeurait nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (32 p. 100).

- En 2003, l'augmentation globale du soutien des prix du marché était reliée principalement à une diminution du prix de référence mondial dans le cas de la volaille et une hausse du prix du marché domestique au niveau du lait. Concernant la volaille, la baisse du prix de référence était principalement causée par la force du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain.

- L'écart entre le prix du marché domestique et le prix du marché mondial a eu pour conséquence d'imposer une taxe implicite supplémentaire aux consommateurs. En 2003, les dépenses de ces derniers ont été supérieures de 17 p. 100

(Coefficient nominal de soutien, CNS) en moyenne à ce qu'elles auraient été en l'absence du soutien des prix du marché accordé aux producteurs.

- L'ESP en pourcentage du maïs a augmenté de 7 points en raison d'une hausse des paiements associés à cette production et d'une baisse de la valeur de la production ajustée.

- Compte tenu de la crise reliée à l'encéphalopathie spongiforme bovine, l'ESP en pourcentage de la viande bovine a augmenté de 7 points en raison principalement des paiements effectués dans le cadre du Programme de redressement.

- L'ESP en pourcentage pour la catégorie "Autres grains" a diminué de 17 points en raison d'une baisse des paiements au niveau de l'assurance-récolte conjuguée à une augmentation de la valeur de production ajustée.

- Au niveau du lait, l'ESP en pourcentage a augmenté de 4 points en raison d'une hausse du prix du marché domestique. Le secteur laitier demeure le secteur agricole bénéficiant du plus haut niveau de soutien au Canada comptant pour plus du tiers de l'ESP total et des deux tiers du soutien des prix du marché.

- L'ESP en pourcentage des oeufs a diminué de 19 points en raison d'une baisse du prix du marché domestique et d'une hausse du prix de référence mondial. Cette hausse a été atténuée par un taux de change favorable au dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de l'année 2003.

- En 2003, 48 p. 100 du soutien accordé aux producteurs canadiens provenaient du soutien des prix du marché.

- En 2003, les transferts affectés aux services d'intérêt général à l'agriculture ont subi une légère baisse ne représentant que 25 p. 100 de l'estimation du soutien total comparativement à 27 p. 100 en 2002.

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2001 à 2003

	2001	2002	2003 Préliminaire
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	32 563	32 600	32 621
dont part de produits SPM (%)	78	75	74
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	23 418	24 020	25 745
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	6 115	7 087	7 803
Soutien des prix du marché	2 932	3 471	3 746
dont produits SPM	2 278	2 592	2 788
Paielements au titre de la production	364	229	418
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux	671	1 216	477
Paielements au titre des droits antérieurs	810	844	1 314
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	483	479	489
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	2
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	888	725	1 112
Paielements divers	-34	124	245
ESP en pourcentage	17	20	21
Coefficient nominal de soutien (CNS) aux producteurs	1,21	1,24	1,27
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	2 225	2 576	2 564
Recherche et développement	442	405	493
Établissements d'enseignement agricole	247	301	195
Services d'inspection	518	614	640
Infrastructures	441	636	536
Commercialisation et promotion	578	619	700
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 080	-3 789	-3 750
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 931	-3 422	-3 620
Autres transferts des consommateurs	-149	-366	-248
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	85
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	32
ESC en pourcentage	-13	-16	-15
Coefficient nominal de soutien (CNS) aux consommateurs	1,15	1,19	1,17
Estimation du soutien total (EST)	8 340	9 663	10 452
Transferts des consommateurs	3 080	3 789	3 868
Transferts des contribuables	5 409	6 241	6 833
Recettes budgétaires	-149	-366	-248

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- De 2002 à 2003, l'estimation du soutien total (EST) a augmenté de 8,2 p. 100, passant de 9,66 à 10,45 milliards de dollars.
- L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage est passée de 20 à 21 p. 100. Ce changement résulte essentiellement d'une augmentation du niveau de soutien qui est passé de 7,09 à 7,80 milliards de dollars.
- Quant à l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG), elle n'a subi qu'une légère baisse passant de 2,58 à 2,56 milliards de dollars.
- Le coefficient nominal de soutien (CNS) à la consommation de 2003 indique que les consommateurs ont été implicitement taxés et qu'ils ont payés des prix supérieurs de 17 p. 100 en moyenne à ceux qu'ils auraient payés en l'absence de soutien des prix du marché.
- Quant au CNS à la production, il indique que les recettes agricoles brutes (soutien compris) ont dépassé de 27 p. 100 le montant qu'elles auraient atteint en l'absence de soutien.

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

	2001	2002	2003 Préliminaire
	(ESP en pourcentage)		
Australie	3	4	4
Canada	17	20	21
Union européenne	34	35	37
Japon	59	57	58
Mexique	20	25	19
Nouvelle-Zélande	0	2	2
États-Unis	23	19	18
OCDE	31	31	32

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- De 2002 à 2003, l'ESP du Canada, exprimé en pourcentage de la valeur de production, a augmenté de 1 point pour atteindre 21 p. 100 alors qu'il a diminué de 1 point aux États-Unis pour atteindre 18 p. 100.
- Au Canada, en raison de la sécheresse de 2002 et de la crise de la vache folle de 2003, les paiements des programmes ont été plus élevés, d'où un ESP plus élevé pour ces deux années comparativement aux années antérieures.
- Malgré cette hausse, l'ESP en pourcentage au Canada demeure nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (32 p. 100).
- C'est en Nouvelle-Zélande que l'ESP en pourcentage est le moins élevé puisqu'il n'est que de 2 p. 100.

Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

	2001	2002	2003 Préliminaire
	(en pourcentage de l'EST)		
Australie	40	40	40
Canada	27	27	25
Union européenne	8	8	8
Japon	21	22	22
Mexique	9	7	9
Nouvelle-Zélande	75	46	40
États-Unis	25	29	32
OCDE	18	18	18

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- Pour la période de 2001 à 2003, la part du soutien accordé aux services généraux est demeurée stable au sein de l'OCDE.
- C'est en Nouvelle-Zélande et en Australie que la part du soutien accordé aux services généraux était la plus élevée.
- Malgré une légère baisse de la part de soutien du Canada aux services généraux en 2003 par rapport à 2002, cette part est demeurée supérieure à celle observée au niveau de l'OCDE mais inférieure à celle des États-Unis.

Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

	2001	2002	2003 Préliminaire
	(ESC en pourcentage)		
Australie	-2	-2	-2
Canada	-13	-16	-15
Union européenne	-25	-28	-30
Japon	-51	-51	-53
Mexique	-16	-23	-15
Nouvelle-Zélande	-1	-6	-9
États-Unis	0	4	5
OCDE	-23	-24	-24

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- Pour la période de 2001 à 2003, l'estimation du soutien à la consommation (ESC), en pourcentage de la valeur de production, a varié légèrement bien qu'elle est demeurée relativement stable au sein de l'OCDE.
- L'ESC du Canada est toujours inférieur à celui de l'OCDE. Les consommateurs canadiens sont donc moins implicitement taxés que le sont en moyenne les consommateurs des pays de l'OCDE.
- Parmi les pays présentés ci-haut, les japonais demeurent les consommateurs les plus implicitement taxés. Ainsi, l'ESC du Japon à 53 p. 100 correspond à plus du double de celui de l'OCDE.
- Les États-Unis est le seul pays ayant une subvention nette à la consommation. Ceci s'explique principalement par le soutien budgétaire à la consommation alimentaire dans le cadre du Programme de bons d'alimentation.

Tableau D.5 : Estimation du soutien total pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

	2001	2002	2003 Préliminaire
	(en pourcentage du PIB)		
Australie	0,3	0,3	0,3
Canada	0,8	0,8	0,9
Union européenne	1,3	1,2	1,3
Japon	1,4	1,4	1,3
Mexique	1,3	1,5	1,1
Nouvelle-Zélande	0,2	0,4	0,4
États-Unis	1	0,9	0,9
OCDE	1,2	1,2	1,2

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- L'estimation du soutien total (EST) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est relativement stable pour chacun des pays présentés ci-haut ainsi que pour l'OCDE.
- En 2003, le Canada et les États-Unis viennent au troisième rang parmi les pays ayant le plus faible EST en pourcentage du PIB, après l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Tableau D.6 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP en pourcentage) par produit et pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

	Blé			Maïs			Autres céréales			Graines oléagineuses			Lait		
	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p
Australie	3	5	5	n.c.	n.c.	n.c.	3	4	4	3	4	3	12	15	15
Canada	16	21	21	15	8	15	12	26	9	19	15	9	51	55	59
Union européenne	47	43	46	36	30	41	52	50	53	42	33	34	42	49	51
Japon	86	86	87	n.c.	n.c.	n.c.	81	81	81	42	46	55	76	77	77
Mexique	28	34	30	37	44	36	32	37	26	52	43	65	43	43	33
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	1	1	1
États-Unis	43	36	25	27	20	15	40	37	29	27	14	19	53	46	45
OCDE	37	36	37	28	23	21	40	41	41	30	19	22	46	48	49

	Viande bovine			Viande porcine			Volaille			Oeufs			Ensemble des produits		
	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p	2001	2002	2003p
Australie	3	4	4	3	4	4	3	3	3	3	4	4	3	4	4
Canada	8	11	18	5	6	8	2	3	7	24	32	13	17	20	21
Union européenne	72	74	77	22	21	24	35	38	37	2	3	2	34	35	37
Japon	32	32	33	45	57	55	11	11	11	16	16	16	59	57	58
Mexique	4	12	9	8	22	7	18	34	19	2	0	2	20	25	19
Nouvelle-Zélande	1	1	1	0	0	0	-5	42	55	27	30	21	0	2	2
États-Unis	5	4	3	4	4	4	5	4	4	4	4	3	23	19	18
OCDE	30	34	35	19	23	21	15	19	17	9	8	5	31	31	32

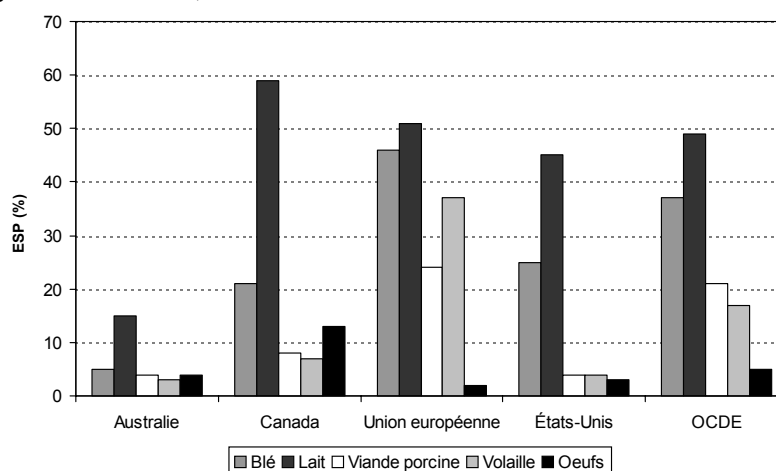
Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

p : préliminaire

- Pour la période de 2001 à 2003, le soutien, exprimé par l'ESP en pourcentage, a été très variable d'une production à l'autre pour un même pays. Par exemple, l'ESP en pourcentage, en 2003, pour le Canada était de 59 p. 100 pour le lait alors qu'il n'était que de 7 p. 100 pour la volaille.
- L'ESP en pourcentage a aussi été très variable d'un pays à l'autre pour une même production. Ainsi, dans le cas du blé, pour l'année 2003, un écart de 87 points séparait le

Japon (87 p. 100) de la Nouvelle-Zélande (0 p. 100). La moyenne pour les pays de l'OCDE était de 37 p. 100.

- Dans certains cas, l'ESP en pourcentage pour une production et un pays donné a subi d'importants changements au cours des années. Par exemple, l'ESP en pourcentage pour le lait au Canada est passée de 51 à 59 p. 100 au cours de la période considérée. Dans le cas du blé aux États-Unis, l'ESP en pourcentage est passé de 43 à 25 p. 100. En Nouvelle-Zélande, l'ESP en pourcentage est passé de -5 à 55 au niveau de la volaille.

Graphique D.1 : Estimation du soutien aux producteurs par produit et pour certains pays de l'OCDE, 2003

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

		2001	2002	2003 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP)		
Australie	Soutien des prix du marché	0	0	0
	Paielements au titre de la production	0	0	0
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	2	2	2
	Paielements au titre des droits antérieurs	12	12	12
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	67	67	67
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	18	19	19
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien des prix du marché	48	49	48
	Paielements au titre de la production	6	3	5
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	11	17	6
	Paielements au titre des droits antérieurs	13	12	17
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	8	7	6
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	15	10	14
	Paielements divers	-1	2	3
Union européenne	Soutien des prix du marché	56	58	57
	Paielements au titre de la production	4	4	3
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	28	26	27
	Paielements au titre des droits antérieurs	1	1	1
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	8	8	8
	Paielements avec contraintes sur les intrants	4	4	4
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Japon	Soutien des prix du marché	90	90	90
	Paielements au titre de la production	3	3	3
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	5	5	4
	Paielements avec contraintes sur les intrants	2	2	3
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien des prix du marché	63	74	60
	Paielements au titre de la production	6	4	5
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	1	1	4
	Paielements au titre des droits antérieurs	16	14	22
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	12	7	9
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	1	1	0
	Paielements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien des prix du marché	31	83	86
	Paielements au titre de la production	0	0	0
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	68	17	14
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003 (suite)

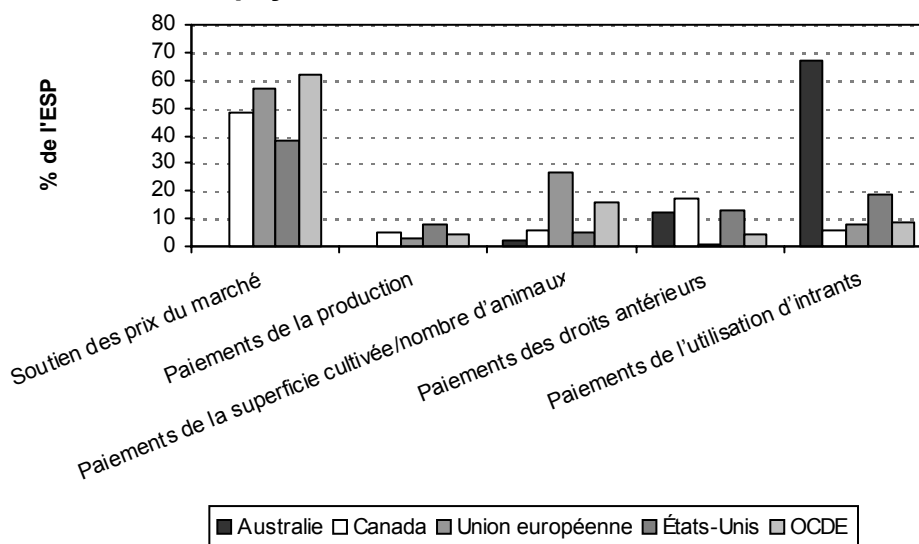
		2001	2002	2003 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP)		
États-Unis	Soutien des prix du marché	38	38	38
	Paielements au titre de la production	18	5	8
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	5	10	5
	Paielements au titre des droits antérieurs	16	16	13
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	14	17	19
	Paielements avec contraintes sur les intrants	4	5	5
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	4	4	6
	Paielements divers	0	4	6
OCDE	Soutien des prix du marché	61	64	62
	Paielements au titre de la production	7	4	4
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	13	14	16
	Paielements au titre des droits antérieurs	5	5	4
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	9	9	9
	Paielements avec contraintes sur les intrants	3	3	3
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	2	1	2
	Paielements divers	0	0	0

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- La composition du soutien aux producteurs est très différente d'un pays à l'autre. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, les transferts proviennent essentiellement du soutien des prix du marché et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants. En Australie, aucun transfert ne provient du soutien des prix du marché alors que 67 p. 100 des transferts sont associés aux paiements au titre de l'utilisation d'intrants.
- Bien que la composition du soutien n'a pas réellement changé au niveau de l'ensemble des pays de l'OCDE au

cours des trois dernières années, certains pays ont modifié de façon significative leur type de soutien.

- Aux États-Unis, le soutien basé sur les paiements au titre de la production est passé de 18 à 8 p. 100 de 2001 à 2003. Pour la même période, la Nouvelle-Zélande voyait son soutien basé sur les paiements au titre de l'utilisation d'intrants passé de 68 à 14 p. 100 alors que les transferts provenant du soutien des prix du marché sont passés de 31 à 86 p. 100.

Graphique D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs pour certains pays de l'OCDE, 2003

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003

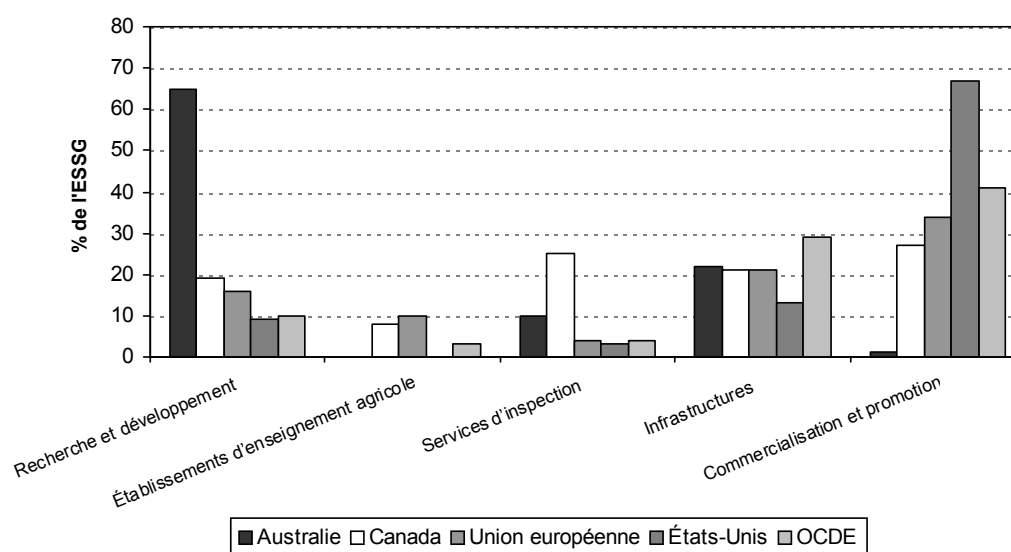
		2001	2002	2003 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG)		
Australie	Recherche et développement	66	65	65
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	10	10	10
	Infrastructures	22	22	22
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	2	2	2
Canada	Recherche et développement	22	16	19
	Établissements d'enseignement agricole	11	12	8
	Services d'inspection	23	24	25
	Infrastructures	20	25	21
	Commercialisation et promotion	26	24	27
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne	Recherche et développement	18	16	16
	Établissements d'enseignement agricole	9	9	10
	Services d'inspection	3	4	4
	Infrastructures	21	21	21
	Commercialisation et promotion	33	33	34
	Stockage public	14	15	13
	Divers	1	1	1
Japon	Recherche et développement	4	4	4
	Établissements d'enseignement agricole	4	4	3
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	78	73	70
	Commercialisation et promotion	2	2	2
	Stockage public	3	3	3
	Divers	9	14	18
Mexique	Recherche et développement	19	23	20
	Établissements d'enseignement agricole	25	29	28
	Services d'inspection	14	19	14
	Infrastructures	31	13	20
	Commercialisation et promotion	10	14	18
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	3	1
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	57	54	45
	Établissements d'enseignement agricole	5	5	7
	Services d'inspection	26	29	35
	Infrastructures	12	12	13
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	0	0

Tableau D.8 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2001 à 2003 (suite)

		2001	2002	2003 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG)		
États-Unis	Recherche et développement	10	10	9
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	3	3	3
	Infrastructures	18	14	13
	Commercialisation et promotion	60	64	67
	Stockage public	0	0	0
	Divers	9	8	7
OCDE	Recherche et développement	10	10	10
	Établissements d'enseignement agricole	3	3	3
	Services d'inspection	3	4	4
	Infrastructures	33	30	29
	Commercialisation et promotion	40	41	41
	Stockage public	4	4	4
	Divers	7	8	8

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

- Pour la période de 2001 à 2003, la composition du soutien au niveau des services d'intérêt général a été relativement similaire pour l'ensemble des pays de l'OCDE et pour chacun des pays en particulier. La composition du soutien est toutefois très différente d'un pays à l'autre.
- En 2003, les États-Unis affectaient 67 p. 100 de son soutien à la catégorie "Commercialisation et promotion" alors que l'Australie et la Nouvelle-Zélande accordaient respectivement 65 p. 100 et 45 p. 100 de leur soutien à la catégorie "Recherche et développement".
- Au Canada, les catégories "Commercialisation et promotion" et "Services d'inspection" recevaient respectivement 27 et 25 p. 100 du soutien. Quant aux catégories "Recherche et développement" et "Infrastructures", elles recevaient respectivement 21 et 19 p. 100 du soutien.

Graphique D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général pour certains pays de l'OCDE, 2003

Source: OCDE "Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama - Édition 2004".

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1987, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) mesure le soutien à l'agriculture selon la méthode des Estimations du soutien aux producteurs et des Estimations du soutien aux consommateurs.

Cette méthode permet d'évaluer les programmes gouvernementaux découlant des politiques agricoles des différents pays membres de l'OCDE selon leurs critères de mise en oeuvre et ce indépendamment de leurs objectifs et de leurs effets.

Classification et définitions

La classification actuelle des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories : transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) :

indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales à caractère général (politiques économique, sociale, environnementale et fiscale). Ses principales composantes sont décrites dans les paragraphes suivants.

- **Soutien des prix du marché (SPM) :** indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures créant un écart entre le prix du marché intérieur et le prix à la frontière d'un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une majoration du prix perçu par les producteurs et payé par les consommateurs de ce produit. Le montant total du soutien versé est d'autant plus élevé que les volumes produits sont importants. Le SPM est la seule forme de soutien qui ait simultanément une influence sur la production et sur la consommation d'un produit.

- **Paiements au titre de la production :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la production courante d'un produit agricole spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements majore le prix perçu par les producteurs et a, par conséquent, le même impact que le SPM sur la production courante, mais n'influe nullement sur la consommation.
- **Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la superficie ou le nombre d'animaux pour un produit spécifique ou un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements est déterminé par rapport aux surfaces ensemencées ou aux effectifs de bétail l'année considérée.
- **Paiements au titre des droits antérieurs :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur un soutien, une superficie, un nombre d'animaux ou une production antérieurs d'un produit spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles, sans obligation de poursuivre la culture ou la production de ces produits.
- **Paiements au titre de l'utilisation d'intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants. Ce type de paiements réduit le coût des intrants utilisés par les producteurs.
- **Paiements avec contraintes sur les intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur des contraintes à l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants par limitation du choix des techniques de production. Ce type de paiements est versé sous réserve que les agriculteurs respectent certaines contraintes (réduction, substitution ou suppression) sur l'utilisation d'intrants.

- **Paiements au titre du revenu total de l'exploitation** : indicateur de la valeur des transferts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur le revenu total (ou les recettes totales) de l'exploitation et n'imposant ni contraintes ni conditions à la production de produits spécifiques ou à l'utilisation d'intrants spécifiques.
- **Paiements divers** : indicateur de la valeur de tous les transferts des contribuables aux producteurs agricoles non susceptibles d'être décomposés et ventilés vers les autres catégories de transferts aux producteurs. Il s'agit de paiements aux producteurs qui ne peuvent pas être décomposés faute d'informations suffisantes.

L'Estimation du soutien aux producteurs (ESP) par pays et par produit peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaires : **ESP**;
- En proportion de la valeur des recettes agricoles brutes, mesurées par la valeur de production totale incluant le soutien budgétaire: **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des recettes agricoles brutes, soutien budgétaire inclus, et la production évaluée aux prix mondiaux, soutien budgétaire exclus: **Coefficient nominal de soutien (CNS) aux producteurs**

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux services d'intérêt général fournis au secteur agricole. Ces paiements sont destinés au secteur agricole dans son ensemble et non aux exploitations individuelles.

Ils comprennent, entre autres, les transferts concernant l'amélioration de la production agricole (Recherche et développement), l'enseignement et la formation agricoles (Établissements d'enseignement agricole), le contrôle de la qualité et de la sécurité des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'environnement (Services d'inspection), l'amélioration des infrastructures collectives hors exploitation, y compris les industries d'amont et d'aval (Infrastructures), l'aide à la commercialisation et à la promotion (Commercialisation et promotion), la prise en charge des coûts de dépréciation et d'écoulement des stocks publics de produits agricoles (Stockage public) et les autres services généraux qui ne

peuvent pas être décomposés et ventilés dans les catégories ci-dessus faute d'informations suffisantes (Divers).

Contrairement aux transferts pris en compte dans l'ESP et l'ESC, ces transferts ne sont pas perçus par les producteurs ou consommateurs et ne viennent pas modifier directement les recettes (revenus) agricoles ou les dépenses de consommation, bien qu'ils puissent influencer sur la production et la consommation de produits agricoles.

L'ESSG en pourcentage est définie comme la part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux consommateurs de produits agricoles découlant des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés à l'intérieur (Transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (Autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré déduction faite de tout paiement aux consommateurs destiné à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit spécifique (Transferts des contribuables aux consommateurs), ainsi que de la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (Surcoût de l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique des transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite/des paiements, cet indicateur ne constitue pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

L'Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) par pays et par produit peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaire : **ESC**;
- En proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits localement, mesurées par la valeur de la consommation totale incluant le soutien budgétaire aux consommateurs : **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des dépenses de consommation affectées aux produits agricoles produits localement, soutien aux producteurs inclus, et évalués aux prix mondiaux, soutien budgétaire aux consommateurs exclus : **Coefficient nominal de soutien (CNS) aux consommateurs**.

Estimation du soutien total (EST) : indicateur de la valeur de tous les transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, quels que soient leurs objectifs et leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou sur la consommation de produits agricoles.

L'EST est la somme des transferts suivants:

- Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières de ces derniers (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général fournis à l'agriculture (ESSG);
- Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Les transferts des consommateurs aux producteurs étant pris en compte dans le SPM, l'EST correspond aussi à la somme de l'ESP, de l'ESSG et des transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). Elle mesure le coût global du soutien à l'agriculture à la charge des consommateurs (Transferts des consommateurs) et des contribuables (Transferts des contribuables), déduction faite des recettes à l'importation (Recettes budgétaires).

L'EST en pourcentage est définie comme la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB total.

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De la même façon, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement octroyé aux producteurs du fait de cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP "brute" permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures de politique agricole taxent les producteurs par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures, c'est-à-dire si seules des mesures économiques générales étaient appliquées. L'exemple typique du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et imposant un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

ESP et CNS aux producteurs

L'ESP est une mesure statique du soutien octroyé aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (une année ou une campagne, par exemple) et défini par les conditions macro-économiques globales dans le cadre des politiques économiques générales.

Ainsi, le soutien à l'agriculture sera nul lorsque seules sont en vigueur des politiques économiques générales, aucune politique spécifique ne venant modifier la transmission des conditions macro-économiques générales au secteur agricole. Dans une telle situation, les recettes agricoles totales courantes seront entièrement obtenues sur le marché en l'absence de tout transfert aux agriculteurs lié aux politiques. Il s'agit là d'une situation extrême.

Donc, une ESP en pourcentage de 60 p. 100, par exemple, représente la part des transferts aux producteurs agricoles dans la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurée par l'ESP), ou la part des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Il en ressort que 40 p. 100 environ des recettes agricoles brutes proviennent du marché en l'absence de tout soutien.

Un CNS aux producteurs égal à un signifie que les recettes agricoles brutes sont intégralement tirées du marché sans aucun soutien budgétaire. Il en ressort que plus le CNS aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes tirées du marché est faible. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2.50 signifie que la valeur des recettes agricoles brutes est deux fois et demie supérieure à ce qu'elle serait si elles étaient entièrement obtenues aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire.

ESC et CNS aux consommateurs

Une ESC en pourcentage de -60 p. 100 indique que 60 p. 100 des dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles représentent un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la part des dépenses de consommation découlant des politiques.

Un CNS aux consommateurs égal à un signifie que les dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles sont effectuées aux prix du marché, sans aucun soutien aux producteurs et aux consommateurs. Il en ressort que plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflètent le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2.50 indique que les dépenses des consommateurs sont deux fois et demie supérieures à ce qu'elles seraient si elles étaient entièrement effectuées aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire aux consommateurs.

Calcul du SPM

Le soutien des prix du marché n'est calculé que lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macro-économiques générales aux producteurs agricoles et créant un « écart de prix » s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

ESSG et EST en pourcentage

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts en faveur des services d'intérêt général fournis à l'agriculture dans le soutien total (EST) et indique donc le poids relatif des transferts relevant de l'ESP et de l'ESSG dans chaque pays.

Toutes choses égales par ailleurs, plus l'ESSG en pourcentage est faible, plus la part des transferts relevant de l'ESP dans le soutien total à l'agriculture est grande et plus les répercussions

afférentes sur la production et les échanges sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB d'un pays ou la part de la richesse nationale affectée au soutien à l'agriculture. Elle est influencée par l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Ainsi, plus l'EST en pourcentage est élevée, plus la part de la richesse nationale consacrée à l'aide au secteur agricole est importante.